Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail - Justice – Solidarité
****

MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE
****

UNITE DE GESTION DES PROJETS

LA BANQUE MONDIALE

PROJET DE TRANSFORMATION DU SYSTEME DE SANTE EN GUINEE

****

STRATÉGIE DE PASSATION DES MARCHÉS DU PROJET POUR PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT (PPSD)

Août 2024

Official Use Only

SOMMAIRE

1. PRESENTATION GENERALE DU PROJET 6

2.1 Objectif de développement du projet (ODP) 6

2.2 Composantes du projet 9

2. EVALUATION STRATEGIQUE DU CONTEXTE OPERATIONNEL ET DES CAPACITES DE L'EMPRUNTEUR 12

2.1 Evaluation du contexte opérationnel 12

Aspects gouvernance 12

Aspects économiques 13

Durabilité 13

Aspects technologiques 14

Aspects sécuritaires 15

Conclusion partielle 15

2.2 Évaluation de l'expérience et de la capacité de l'emprunteur et de l'unité de gestion (UGP) du projet 16

Expérience en passation des marchés 17

Besoin d'accompagnement et d'assistance 17

Capacités et aptitudes pour la gestion des contrats 18

Gestion des contrats 18

Capacité et aptitude du client à gérer les marchés (SWOT) 19

SWOT 20

2.3 Contexte de la passation des marches en Guinée 21

Le Système de gestion des plaintes 23

2.4 Analyse du marché 27

Etude et analyse des marchés 27

Analyse PESTLE 27

Official Use Only

2.5 Analyse du marché et positionnement stratégique des achats 29

Analyse Pareto 29

Positionnement stratégique des achats 32

Matrice préférences fournisseurs 34

Dynamiques du marché 35

3 ANALYSE DES RISQUES LIES A LA PASSATION DES MARCHES.....41

3.1 Marches de fournitures et services 41

3.2 Marches de services consultants 41

3.3 Marchés de travaux 42

4 OBJECTIFS ET CONDITIONS DE REUSSITE DE LA PASSATION DES MARCHES 43

5 APPROCHE DE PASSATION DES MARCHES 44

5.1 Marchés de travaux 44

5.2 Marches des fournitures et services non consultants 45

5.3 Marches des services consultants.....52

6 ANNEXE : LISTE DES PRESTATAIRES ET FOURNISSEURS LOCAUX.....62

Official Use Only

Sigle ou abréviation / terme ou expression	Développement du sigle ou de l'abréviation / définition
AMI	Appel à manifestation d'intérêt
AO	Appel d'offres (comme méthode de sélection)
AP	Appel à proposition comme méthode de sélection
Approche de Passation des Marchés	Démarche globale de passation des marchés adaptée aux besoins en vue d'attribuer des marchés de façon à réaliser les objectifs de développement du projet et d'optimiser les ressources. Les éléments à prendre en compte sont les Modalités de Passation des Marchés, la gestion du risque de passation des marchés, la stratégie contractuelle, l'approche de mobilisation du marché, la détermination des conditions à remplir et la gestion des marchés (s'il y a lieu).
BSD	Bureau de stratégie et de développement
BM	Banque Mondiale
CNT-FBR	Cellule Nationale Technique-FBR
Consultant	Variété d'entités privées, de groupement d'entreprises ou d'individus qui fournissent des services de conseil ou à caractère professionnel. Lorsque le Consultant est une personne privée, il n'est pas engagé par l'Emprunteur en tant qu'employé.
CP	Comité de Pilotage
DTPM	Dossier Type de Passation des Marchés de la Banque.
Dossier Type de Passation de Marchés	Documents de passation des marchés publiés par la Banque et à utiliser par les Emprunteurs aux fins de projets financés par un FPI. Ces documents incluent l'AGPM, l'APPM, la MI, l'AMI, les dossiers types de Pré- qualification, les dossiers de Sélection Initiale, les dossiers d'Appel à Soumissions, et les dossiers d'Appel à Propositions.
FBR	Financement Basé sur les Résultats
Fournitures	Catégorie de marché englobant les produits de base, les matières premières, les machines, le matériel, les véhicules, les Ouvrages, et les services connexes tels que le transport, l'assurance, l'installation, la mise en service, la formation, et l'entretien initial.
HMIS	Système d'information sur la gestion de la santé
IDA	Association Internationale de Développement, (une institution du Groupe de la Banque mondiale).
Liste Restreinte	Liste Restreinte : Processus de Présélection utilisé avant le lancement d'un Appel à Propositions dans le cadre de la passation de contrats de Services de Consultants.
Modalités de Passation des Marchés	Combinaison de Méthodes de Sélection et d'Approches de Mobilisation du Marché.
NQPS	Politique et stratégie nationale en matière de qualité
ODD	Objectif de développement durable
ODP	Objectif de développement du projet
ODR	Optimisation des Ressources
Offre	Offre déposée par une entreprise ou un groupement d'entreprises, en réponse à un Appel d'Offres, pour la livraison de Fournitures, l'exécution de Travaux ou la prestation de Services Autres que des Services de Consultants.

Official Use Only

Sigle ou abréviation / terme ou expression	Développement du sigle ou de l'abréviation / définition
ONG	Organisation Non Gouvernementale
Plainte	Plainte relative à la passation de marchés telle que décrite dans les paragraphes 3.26 à 3.31 et à l'Annexe III du Règlement de Passation des Marchés intitulée « Plaintes relatives à la passation des marchés ».
Plan de Passation des Marches (PPM)	Plan de Passation des Marchés de l'Emprunteur concernant des opérations de FPI, visé aux paragraphes 4.4 et 4.5 du Règlement de Passation des Marchés et inclus dans l'Accord Juridique par renvoi.
PGC	Plan de gestion de contrat
PPM	Plan de passation des marchés
Pré-qualification	Processus de Présélection pouvant être utilisé avant le lancement d'un Appel d'offre dans le cadre de la passation de marchés de Fournitures ou de Travaux ou de contrats de Services Autres que des Services de Consultants.
Processus de Passation des Marchés	Processus qui commence par l'identification d'un besoin et se poursuit par la planification, la préparation du cahier des charges/exigences, les considérations budgétaires, la sélection, l'attribution des marchés et contrats, et la gestion des marchés et contrats. Il prend fin le dernier jour de la période de garantie.
STEP	*Systematic Tracking of Exchanges in Procurement* [plateforme de suivi systématique, en ligne, des activités de passation de marchés]
PESTLE	Politique, Economique, Sociologique, Technologique, Environnemental et Légal
Proposition	Réponse soumise par une partie à une autre en réponse à un Appel à Propositions, pouvant inclure le prix ou pas, pour des Fournitures, des Travaux ou des Services Autres que des Services de Consultants.
Proposant	Entité individuelle ou coentreprise qui soumet une proposition pour des fournitures, des travaux, ou des services autres que des services consultants en réponse à un appel à propositions.
Règlement de Passation des Marchés	« Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant un FPI ».
RMNCAH-N	Santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile, adolescente et nutritionnelle
TDR	Termes de référence
Services de Consultants	Terme couvrant une gamme de services de conseil ou à caractère professionnel fournis par des Consultants. Ces Services consistent généralement en la fourniture d'avis d'expert ou de conseils stratégiques, à l'instar des consultants en gestion, des consultants en politiques publiques ou des consultants en communication. Les Services de Consultants liés au conseil ou à un projet incluent, à titre d'exemple, des études de faisabilité, la gestion de projets, les services d'ingénierie, les services financiers et comptables, la formation et le perfectionnement.

Sigle ou abréviation / terme ou expression	Développement du sigle ou de l'abréviation / définition
Services Autres que des Services de Consultants	Services qui ne sont pas des services de Consultants. Les Soumissions et les contrats pour des Services Autres que des Services de Consultants sont normalement fondés sur des produits mesurables pour lesquels des normes de performance peuvent être clairement identifiées et appliquées de manière systématique. Exemples : forage, photographie aérienne, imagerie par satellite, cartographie, et opérations similaires.
Stratégie de Passation des Marchés du Projet pour Promouvoir le Développement (PPSD)	Document de stratégie élaboré au niveau du projet par l'Emprunteur, qui décrit comment la passation des marchés dans le cadre des opérations de FPI soutient les objectifs de développement du projet et optimise l'emploi des ressources.
SFQ	Sélection Fondée sur la Qualité
SFQC	Sélection Fondée sur la Qualité et sur le Coût
SQC	Sélection basée sur les Qualifications des Consultants
SWOT	Outil d'analyse des forces, des faiblesses, des opportunités et des menaces qui sert à évaluer les capacités de l'Emprunteur, à réaliser une étude de marché et identifier les risques liés au Processus de Passation des Marchés.
UGP	Unité de Gestion des Projets

Liste des tableaux

Tableau 1 : Marchés des Travaux.....7

Tableau 2 : Marchés de Fournitures et services 7

Tableau 3 : Marchés des services de consultants.....8

Tableau 5 : Analyse PARETO 29

Tableau 6 : Analyse des préférences fournisseurs 34

Tableau 7 : Analyse intégrée Kraljic et préférences fournisseurs.....35

1. PRESENTATION GENERALE DU PROJET

PAYS	GUINEE
Nom complet du projet	Projet de Transformation du Système de Sante en Guinée
Montant total du financement	95 millions USD
Numéro d'identification du projet	P **506072**

2.1 Objectif de développement du projet (ODP)

L'objectif de développement du projet ((ODP)) est d'améliorer la qualité et l'utilisation des services de santé en mettant l'accent sur les services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile, adolescente et nutritionnelle (RMNCAH-N) et de renforcer la résilience climatique du système de santé dans les régions sélectionnées.

Description du projet

Le projet vise à renforcer la prestation et l'utilisation des services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile, adolescente et nutritionnelle (RMNCAH-N) au niveau du district et au-dessous, à fournir un financement pour les dépenses opérationnelles des établissements de santé et à soutenir la mise en œuvre d'un programme de financement axé sur les résultats (RBF) pour augmenter les fonds et l'autonomie des établissements de santé. Un projet similaire de la Banque mondiale dans les régions de Kankan et de Kindia a donné des résultats positifs. Cependant, en raison des bouleversements politiques, le personnel de santé recruté dans le cadre du projet n'a pas encore été intégré dans la fonction publique. Ce projet assurera la continuité pour ces deux régions tout en facilitant l'absorption du personnel par le gouvernement. Il renforcera également les services du RMNCAH-N dans toutes les régions (à l'exception de la capitale), comblant ainsi les lacunes financières pour atteindre les objectifs du RMNCAH-N décrits dans le plan national de développement de la santé 2015-2024 et le dossier d'investissement du RMNCAH-N.

Les principaux indicateurs visés au niveau l'objectif de développement du projet sont les suivants :

(a) Personnes bénéficiant de services de qualité en matière de santé, de nutrition et de population (Nombre) (Corporate Result Indicator/CRI)

Official Use Only

(b) Enfants de moins de cinq ans traités pour des symptômes d'infection respiratoire aiguë (inférieure ou supérieure) (Pourcentage)

(c) Enfants de 6 à 59 mois recevant une supplémentation en vitamine A (pourcentage)

(d) Enfants de moins de cinq ans traités pour une malnutrition aiguë modérée ou sévère (pourcentage)

(e) Indice de couverture des services de santé essentiels (les sous-indicateurs sont : i) le taux de prévalence de la contraception ; ii) les soins prénatals, quatre visites ou plus ; iii) l'accouchement assisté par un prestataire qualifié ; et iv) la vaccination complète des enfants de 0 à 11 mois) (Pourcentage)

(f) Établissements de santé bénéficiant de mesures de résilience au climat pour assurer la continuité des soins (Nombre)

LISTE DES MARCHES DU PROJET

Tableau 1 : Marchés des Travaux

N°	Description de l'activité / marché	Coût estimatif (USD)	Composante
1	Installations de points d'eau (puits et forage) pour les régions de Kindia, Labé, Faranah et Kankan.	2 000 000	C1.1
Total pour les marchés de Travaux		**2 000 000**	

Tableau 2 : Marchés de Fournitures et services

N°	Description de l'activité / marché	Coût estimatif (USD)	Composante
2	Acquisition des équipements médicaux, mobilier médical et instrumentation en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU et Hôpitaux).	3 500 000	1.1
3	Acquisition des équipements de gestion des déchets biomédicaux (10 Incinérateurs) en faveur des régions de Boké, Mamou, Labé, Faranah et N'Zérékoré.	498 500	1.1
4	Acquisition du petit matériel de gestion des déchets biomédicaux (Brouettes, bottes, imperméables, stylos, sac à dos, etc.).	300 000	1.1
5	Fourniture des suppléments micronutriments en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU).	2 500 000	1.1

Official Use Only

6	Fourniture et Installation de panneaux solaires pour le niveau (régional, préfectoral et communautaire) pour les régions de Kindia, Labé, Faranah et Kankan.	2 500 000	1.1
7	Convention avec la PCG pour l'achat et la distribution des médicaments et consommables pour la bonne mise en œuvre des plateformes partagées.	2 500 000	1.1
8	Acquisition des kits de surveillance/travail pour les ASC et RECO (registres, imperméables, sacs à dos, stylo, bottes, mégaphones, lampe torche, tee-shirts, balances…)	498 000	1.3
9	Acquisition des kits d'hygiène pour les femmes enceintes et allaitantes vues en CPN, CPoN…	495 000	1.3
10	Acquisition de matériel roulant dont : 19 cliniques mobiles pour les Régions de Boké, Mamou, Kindia et N'Zérékoré et 4 véhicules Station Wagon pour les Directions du MSHP	1 650 000	3.1
11	Acquisition des équipements informatiques et de reprographie en faveur de : Les gestionnaires de données des cinq régions, les UTR des cinq régions, les directions de mise en œuvre du projet et l'Unité de Gestion des Projets	195 000	3.1
12	Fourniture par marché à commande des fournitures de bureau pour l'Unité de Gestion du Projet.	75 000	3.1
13	Logiciel de gestion comptable multi-projets	45 000	3.1
14	Acquisition des outils de gestion en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU)	498 000	3.2
15	Prestataire de service pour l'édition et l'impression des outils de gestion financière pour les structures sanitaires déconcentrées	150 000	3.1
16	Prestataire de service pour l'entretien et la réparation du matériel roulant (véhicules) , de l'UGP et Unité des 7 Régions	175 000	3.1
17	Prestataire de service pour l'assurance du personnel contractuel et le matériel roulant de l'UGP et de l'UTRP	95 000	3.1
Total pour les marchés de Fournitures et services		**15 674 500**	

Tableau 3 : Marchés des services de consultants

N°	Description de l'activité / marché	Coût estimatif (USD)	Composante
18	Sélection de 4 ONG qui auront pour mission d'obtenir et de vérifier les résultats dans la préfecture choisie pour l'opération pilote de financement basé sur les résultats (Kindia, Labé, Faranah et Kankan).	1 200 000	1.2

Official Use Only

19	Recrutement d'un consultant pour appuyer la mise en œuvre du volet indigent	20 000	1.3
20	Recrutement d'un cabinet pour l'élaboration/révision des documents normatifs du MSHP	30 000	2.1
21	Recrutement d'un consultant pour l'élaboration du plan stratégique national pour le développement des ressources humaines dans le domaine de la santé	20 000	2.2
22	Assistance technique pour établir la base de données de normalisation des effectifs des établissements de santé	150 000	2.2
23	Recrutement d'un consultant au compte du Service de modernisation des systèmes d'information (SMSI) pour améliorer la gouvernance, l'infrastructure numérique et l'interopérabilité dans tous les sous-systèmes d'information sur la santé	20 000	2.3
24	Recrutement d'un consultant pour réviser et renforcer le cadre juridique et institutionnel de l'état civil afin de l'aligner sur les standards internationaux	20 000	2.3
25	Recrutement d'un Cabinet d'audit externe des comptes.	30 000	3.1
TOTAL CONSULTANTS		**1 490 000**	
TOTAL (travaux& Fournitures & Consultants)		**19 164 500**	

Official Use Only

2.2 Composantes du projet

Le projet comprend trois (3) composantes principales que sont :

<u>Composante 1</u> : Composante 1 : Fourniture de services de base RMNCAH-N de qualité *(55 millions de dollars, dont 50 millions de dollars de crédit IDA et 5 millions de dollars de subvention GFF)*. Ce volet vise à renforcer la capacité des districts sanitaires à fournir des services de santé et de nutrition sûrs, de qualité et respectueux, même en cas de chocs climatiques et de situations d'urgence. S'appuyant sur les interventions mises en œuvre dans le cadre du précédent projet de santé à Kankan et Kindia, cette composante renforcera la capacité opérationnelle des établissements de santé au niveau des districts sanitaires dans les sept régions et apportera un soutien technique et financier à l'expansion du système RBF dans cinq des sept régions. Cette composante comporte trois sous-composantes, décrites ci-dessous

Sous-composante 1.1 : Renforcement de la préparation des services de base du RMNCAH-N dans les régions cibles (*12 millions de dollars, dont 10 millions de dollars de crédit de l'IDA et 2 millions de dollars de subvention du GFF*). .

Cette sous composante soutiendra l'achat de produits maternels, infantiles et nutritionnels essentiels, de médicaments et de produits de base par l'intermédiaire de la Pharmacie centrale de Guinée, l'entité nationale de la chaîne d'approvisionnement en médicaments. En outre, elle fournira des équipements médicaux et de laboratoire, y compris des équipements pour la chaîne du froid, des outils de mesure anthropométrique et des équipements pour le dépistage et la gestion de la malnutrition, de la logistique, approvisionnement en eau durable et adapté au climat ainsi que l'électrification des établissements de santé. .

Sous-composante 1.2 : Expansion du RBF pour améliorer la qualité des services du RMNCAH-N dans les régions peu performantes et sensibles au climat *(40 millions de dollars US dont crédit IDA : 37 millions de dollars US & subvention GFF : 3 millions USD*)

Cette sous-composante appuiera la mise à l'échelle de l'approche FBR qui sera étendue dans les régions prioritaires qui sont les moins performantes pour les résultats du RMNCAH-N et qui sont également vulnérables au climat sont Kankan, Kindia, Labé et Faranah. L'ensemble des services de base continuera à être basé sur le paquet minimum de services RMNCAH-N identifié dans le dossier d'investissement RMNCAH du gouvernement. L'accent continuera d'être mis sur les maladies sensibles au climat du RMNCAH-N, notamment le paludisme, la sous-nutrition et la malnutrition, avec une analyse et une modélisation développée tout au long du projet

Official Use Only

pour aider à identifier et à répondre aux changements dans les schémas de ces maladies.

Sous-composante 1.3 : Amélioration de la qualité grâce à des services de santé numériques (crédit IDA : 3 millions USD)

Cette Sous-Composante s'appuiera sur le succès de la numérisation du HMIS/DHIS2 au niveau des établissements de santé pour déployer des outils numériques visant à soutenir la qualité des services du RMNCAH-N. Elle couvrira quatre districts sanitaires dans deux régions prioritaires (deux districts sanitaires dans chaque région de Kankan et de Kindia). Elle couvrira quatre districts sanitaires dans deux régions prioritaires (deux districts sanitaires dans chaque région de Kankan et Kindia) et comprendra (i) la numérisation des processus de supervision de soutien dans les districts RBF, afin de mieux gérer les processus de supervision et d'exploiter les données d'assurance qualité ; (ii) le pilotage et, le cas échéant, la mise à l'échelle des outils numériques pour les agents de santé communautaires ; et (iii) l'extension du pilote existant du *Registre électronique des consultations de maternité afin de l*'intégrer dans la RBF, d'évaluer son potentiel pour renforcer les processus d'assurance qualité et de responsabilisation de la RBF. L'outil du registre électronique des consultations de maternité pourrait être étendu à d'autres districts en fonction des conclusions de l'évaluation et de la disponibilité des ressources.

Composante 2 : Stimuler la demande de services de base RMNCAH-N (*31 millions USD dont crédit IDA : 27 millions USD et subvention GFF : 4 millions de dollars)*.

Cette composante vise à cibler les obstacles à la demande qui entravent l'utilisation des services de santé et de nutrition maternelle, infantile et adolescente, qui sont principalement causés par des contraintes financières, des limitations géographiques, le changement climatique et les chocs climatiques, et l'inaccessibilité socioculturelle. Compte tenu des améliorations attendues du côté de l'offre dans le cadre de la composante 1 pour augmenter la fourniture de services RMNCAH-N, cette composante augmentera encore l'utilisation en atténuant le fardeau financier des personnes démunies et de celles qui vivent dans des zones vulnérables au climat, pour accéder aux services et en engageant les ASC et la communauté dans des initiatives de sensibilisation et de génération de la demande. Cette composante est structurée en deux sous-composantes, résumées ci-dessous

Sous-composante 2.1 : Extension des soins de santé gratuits au niveau du district pour les plus pauvres dans les régions peu performantes et vulnérables au climat *(9 millions USD dont crédit IDA : 7 millions USD et subvention GFF : 2 millions USD)*

Official Use Only

Cette sous-composante financera l'expansion géographique des mécanismes financiers gouvernementaux qui visent à améliorer l'accès aux services essentiels de santé et de nutrition pour les ménages pauvres les plus vulnérables au niveau des communautés et des établissements de santé. Le projet s'appuiera sur la base de données des indigents du Registre Social Unique qui a été développé et piloté par le *Fonds de Développement Social et de l'Indigence* (FDSI) et l'*Agence nationale d'Inclusion Economique et Sociale (ANIES*). S'appuyant sur les leçons tirées de la mise en œuvre de deux opérations de la Banque, le programme de filets de sécurité sociale dans le cadre du projet de réponse d'urgence et d'appui au programme Nafa (P168777) et le HSCSP (P163140), et en fonction du stade de développement de la RSU dans les quatre régions prioritaires, le Projet : (a) se concentrera sur un processus local et communautaire d'identification des femmes et des enfants de moins de cinq ans indigents et validera le registre des indigents si nécessaire ; (b) développera et améliorera la base de données électronique de ces personnes et renforcera la capacité des autorités sanitaires du district à la gérer ; et (c) leur fournira une carte d'indigence si nécessaire pour permettre aux femmes enceintes et aux enfants de moins de cinq ans les plus pauvres d'accéder aux services gratuits du RMNCAH-N. En outre, l'accès gratuit aux services de soins sera étendu aux survivants de la violence liée au sexe, de l'exploitation et des abus sexuels et du harcèlement sexuel (VBG/ESA/SH) dans les établissements de niveau primaire. Par conséquent, la sous-composante financera les coûts liés à leurs soins médicaux et les frais de certificat médical et renforcera le mécanisme national de soins de référence complets.

Sous-composante 2.2 : Renforcement de la santé communautaire *(22 millions USD, dont 20 millions USD de crédit IDA et 2 millions USD de subvention GFF) : 2 millions de dollars)*. Cette sous-composante se concentre sur l'élargissement et l'amélioration de la stratégie de santé communautaire afin d'accroître la couverture et l'utilisation d'interventions fondées sur des données probantes, durables et de haute qualité pour les mères, les enfants, les adolescents et la nutrition au niveau des ménages et de la communauté.

Composante 3 : coordination et gestion du projet, et suivi et évaluation *(S&E) (9 millions USD, dont crédit IDA : 8 millions USD et subvention GFF : 1 million USD) : 1 million de dollars).*

Sous-composante 3.1 : Coordination et gestion du projet *(crédit IDA : 2 millions de dollars).*

Cette sous-composante fournira un soutien à la gestion du projet par l'intermédiaire de l'Unité de Gestion du projet (UGP) existante. Elle comprendra : (i) les coûts de fonctionnement de l'UGP aux niveaux central et régional ; (ii) le respect des exigences fiduciaires et du cadre

Official Use Only

environnemental et social de la Banque mondiale (ESF), y compris la gestion financière, la passation de marchés et les tâches environnementales et sociales ; et (iii) le coût de la coordination du projet, de la supervision et des activités de gestion globales.

Sous-composante 3.2 : Suivi et évaluation du projet *(3,5 millions USD dont crédit IDA : 3 millions USD et subvention GFF : 0,5 million USD).* Cela se fera par : (i) le soutien à l'élaboration d'un plan d'action pour le suivi et l'évaluation ; (ii) la collecte de données auprès des directions du ministère de la santé et d'autres agences de mise en œuvre, y compris le soutien aux enquêtes ; (iii) la compilation des données dans les rapports d'avancement de la mise en œuvre du projet ; (iv) la réalisation d'examens annuels des dépenses ; (v) le soutien à la formation du personnel de santé au HMIS participant au suivi et à l'évaluation à tous les niveaux administratifs ; et (vi) le soutien à la révision et à l'évaluation des consultations et des ateliers.

Official Use Only

2. EVALUATION STRATEGIQUE DU CONTEXTE OPERATIONNEL ET DES CAPACITES DE L'EMPRUNTEUR

2.1 Evaluation du contexte opérationnel

Bordée au nord par la Guinée Bissau, le Sénégal et le Mali, et au sud par la Sierra Leone, le Libéria et la Côte d'Ivoire, la Guinée bénéficie d'importantes ressources naturelles, d'opportunités énergétiques et de terres arables. En 2021, la population du pays était de 13,53 millions d'habitants. En tant que premier employeur du pays, le secteur agricole joue un rôle clé dans la réduction de la pauvreté et le développement rural, fournissant un revenu à 57 % des ménages ruraux et un emploi à 52 % de la population active.

Outre ce secteur, les ressources naturelles mais aussi les industries de transformation et les services constituent des atouts économiques pour la Guinée. Mais pour en récolter tous les fruits et accélérer le processus de transformation structurelle, le pays doit améliorer sa gouvernance.

La Guinée tire également l'essentiel de ses revenus de l'exploitation minière. L'expérience montre cependant que l'exploitation minière et l'hydroélectricité peuvent avoir des impacts négatifs directs et indirects sur la biodiversité et l'environnement. Ces risques potentiels devront être gérés avec soin. Un autre défi majeur pour la Guinée est le chômage des jeunes et les inégalités entre les sexes.

Aspects gouvernance

Le pays est caractérisé par une certaine fragilité dans le domaine de la gouvernance. Le 13 mars 2024, un nouveau gouvernement a été mis en place. La formation du nouveau gouvernement intervient après la décision de la CEDEAO en février de lever les sanctions économiques imposées à la Guinée et d'engager des discussions techniques et consultatives avec les autorités de transition.

Dans l'optique de la Refondation de l'Etat, un Programme de Référence Intérimaire (PRI) 2022-2025 avait été élaboré par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP), en collaboration avec les autres départements ministériels, avec l'implication du secteur privé, de la société civile et des partenaires techniques et financiers, pour contribuer à la mise en œuvre de la feuille de route du Gouvernement de Transition. Il devra apporter des réponses adéquates aux défis transformationnels et infrastructurels du pays.

Official Use Only

Le PRI devra servir de tremplin pour maintenir le pays sur la trajectoire définie par : (i) la Vision 2040 d'une Guinée émergente et prospère ; (ii) par les agendas internationaux de développement, à savoir les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030, la Vision 2050 de la CEDEAO et l'agenda 2063 de l'Union Africaine (UA) ; ainsi que sur (iii) les évolutions constatées dans ces agendas à la suite des évaluations réalisées à l'échelle nationale. En tant qu'outil d'opérationnalisation de la feuille de route, le PRI contribuera à travers ses interventions, à : (i) créer les conditions de paix et de sécurité ainsi qu'un environnement institutionnel et macroéconomique stable durant la Transition ; et (ii) permettre l'organisation d'élections libres, crédibles et transparentes à la satisfaction de toutes les parties prenantes. Pour y parvenir, le PRI articule sa stratégie d'intervention autour des cinq (5) axes de la feuille de route du Gouvernement, à savoir : (i) rectification institutionnelle ; (ii) cadre macroéconomique et financier ; (iii) cadre légal et gouvernance ; (iv) action sociale, emploi et employabilité ; (v) infrastructures, connectivité et assainissement.

Toutefois, le nouveau Premier Ministre Oury BA a indiqué un écart par rapport au calendrier de transition initialement convenu avec la CEDEAO, prévoyant un retour à l'ordre constitutionnel d'ici 2025.

Le Président s'est engagé, lors de son discours de fin d'année, à organiser un référendum sur la nouvelle constitution en décembre 2024. Le Premier ministre Oury Bah et son gouvernement se sont engagés à renouer avec tous les acteurs sociopolitiques dans un dialogue inclusif pour revenir à ordre constitutionnel.

La société civile est assez active en guinée et comprend le Conseil national des Organisations de la société civile guinéenne (CNOSCG) et d'autres organisations. Elle a une forte capacité de mobilisation.

Aspects économiques

L'économie de la Guinée est fortement orientée vers le secteur des services, des mines et de l'agriculture qui constituent les principaux moteurs de croissance. Le Secteur Agricole emploie environ 60% de la main-d'œuvre. La croissance économique a ralenti à 5,2 % en 2021 et a été de 6,1 % en 2022 ; cette tendance devrait être maintenue en 2023 selon les projections du FMI. Le risque de surendettement de la Guinée est jugé modéré par la Banque mondiale avec une dette publique estimée à 43,8% du PIB en 2010 qui est passée à 47,5% en 2021 avec une projection de 45,8% pour 2022. Le taux d'inflation de 11,6% en 2021 et a été de 12 % en 2022 et 8% au terme du premier semestre 2023. L'année 2022 a été marquée par une appréciation du franc guinéen par rapport aux devises étrangères (FMI) ; cette tendance s'est maintenue en 2023 et le taux de change du dollar EU

Official Use Only

par rapport au GNF s'est stabilisé au taux de : 8707 GNF pour 1 USD. Dans le domaine de la passation des marchés, la concurrence est généralement ouverte à l'échelon national ou international. Pour l'attribution des marchés, les Autorités Contractantes font très peu recours à la préférence nationale. On peut conclure, qu'après une légère dégradation des indicateurs économiques en 2019 et 2020 en raison de la pandémie de la COVID 19, les indicateurs économiques de la Guinée connaissent à présent une certaine amélioration.

Durabilité

- La Guinée avait élaboré et mis en œuvre un Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) arrivée à échéance en 2020 et qui a visé l'atteinte d'une croissance durable plus élevée et partagée, ainsi que la diversification de l'économie et la réduction de la pauvreté. Dans l'optique de la Refondation de l'Etat, **un Programme de Référence Intérimaire (PRI) 2022-2025** a été élaboré sous la coordination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP), en collaboration avec les autres départements ministériels, avec l'implication du secteur privé, de la société et des partenaires techniques et financiers, pour contribuer à la mise en œuvre de la feuille de route du Gouvernement de Transition. Il devra apporter des réponses adéquates aux défis transformationnels et infrastructurels du pays.
- Pour l'exécution de ces différentes missions, le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP) a été instruit par les plus hautes Autorités, d'élaborer un Programme de Référence Intérimaire (PRI) **couvrant la période de 36 mois, de la Transition**, pour : (i) décliner de manière opérationnelle, la feuille de route du Gouvernement en actions cohérentes dans les différents secteurs ; (ii) disposer d'un référentiel unique pour l'allocation des ressources budgétaires ; (iii) **se doter d'un support de dialogue avec les partenaires au développement ; (iv) définir un cadre de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des actions découlant de la feuille de route.**

Le Groupe de la Banque mondiale finance des projets en Guinée en se référant au nouveau cadre de partenariat avec la Guinée élaboré pour la période de 2018 à 2023.

La paix sociale en Guinée est affectée par de récurrentes manifestations socio-politiques connues des opérateurs économiques ; une situation qui affecte peu l'exécution des projets, mais susceptible d'engendrer à tout moment un choc économique inattendu. Les relations sociales inter-ethniques sont généralement bonnes.

Official Use Only

Dans le domaine de la passation des marchés, il a été relevé que le processus d'amélioration durable des pratiques a été matérialisé par l'adoption du **décret Nº D/333/PRG/SGG du 17 décembre 2019 portant Code des Marchés Publics.** La Guinée ne dispose pas de politique ou stratégie d'Achats Publics Durables (APD) ; toutefois, le décret prévoit des dispositions permettant de prendre en compte dans la passation des marchés publics, les principes d'achats durables dont les clauses et critères spécifiques restent à définir en lien avec les politiques de développement durable internationales ou qui seront élaborées pour la Guinée.

Aspects technologiques

Du point de vue de la technologie, il serait très important de faire un travail de screening pour mieux connaître les zones d'implantation des forages. Cela pourrait contribuer à éviter de déterrer des éléments culturels. Les communautés pourraient à aider à l'identification desdites zones.

Globalement l'accès à l'information à partir des moyens de communication modernes ne constitue aucun problème à la mise en œuvre des projets en Guinée en raison de la facilité d'accès à l'internet dans le pays même si des efforts sont à faire sur la qualité des services. Les moyens technologiques de communication en place sont suffisants pour un accès adéquat à l'information des acteurs et candidats aux marchés publics (national ou international).

En Guinée, la passation des marchés par voie électronique (e-procurement) n'est pas encore d'usage ; un système de gestion électronique des Marchés Publics n'est pas encore mis en place mais le gouvernement actuel vient de le recommander. Il ne serait donc pas opportun d'envisager pour le projet, la passation des marchés par voie électronique pour les appels d'offres/propositions nécessitant une confidentialité.

L'examen des activités du projet PTSS a permis de constater que les marchés à passer dans le cadre du projet, ne comportent pas de défis importants quant aux aspects technologiques dans leur mise en œuvre ; ce sont notamment :

- Des équipements médicaux et biomédicaux,
- Des installations (panneaux solaires et points d'eau),
- Du matériel roulant,
- Du matériel informatique,

Aspects sécuritaires

La Guinée est un pays situé au Nord par le Mali qui est un pays situé dans la bande sahélienne où sévit l'insécurité issue de la désintégration de l'Etat central en Libye. Ces incidents sécuritaires sporadiques du voisin malien

Official Use Only

pourraient avoir un effet sur la concurrence sur les marchés pour lesquels il n’y a pas suffisamment de prestataires à l’échelle nationale.

Conclusion partielle

La Guinée dispose d’un potentiel économique considérable, mais avec un contexte opérationnel marqué par quelques problèmes de gouvernance, un niveau de perception de la corruption jugé substantiel, et une situation socio-politique fragile depuis plusieurs années. Cette situation se caractérise par de récurrents troubles socio-politiques qui rendent le contexte économique vulnérable. Le risque de mauvaises pratiques en passation des marchés existe en Guinée, mais peut être considéré comme modéré sur les projets financés par la Banque mondiale grâce au cadre de gestion des projets, notamment le recours à des Unités de gestion, aux Comités de pilotage, à des missions de supervision, d’audits et de revues de la passation des marchés par la Banque et des auditeurs externes. Aussi, le contrôle externe effectué par la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) contribue à l’amélioration des pratiques et de la transparence dans la passation des marchés publics.

Globalement, le contexte opérationnel de la Guinée permet la passation, la gestion et le suivi des marchés dans de bonnes conditions grâce à la proximité du dispositif de suivi et d’appui aux projets financés par la Banque mondiale en Guinée.

Official Use Only

2.2 Évaluation de l’expérience et de la capacité de l’emprunteur et de l’unité de gestion (UGP) du projet

Coordination du projet

Le Ministère de la Santé et de l’Hygiène Publique (MSHP) sera l'agence de mise en œuvre responsable de l'exécution de la nouvelle opération à tous les niveaux de la pyramide sanitaire, tout en assurant la gestion technique au niveau central. En outre, un comité de pilotage, impliqué dans le projet précédent, fournira une orientation stratégique, suivra les progrès et approuvera les plans de travail annuels ainsi que les rapports trimestriels et annuels. Les directions au niveau central, ainsi que les équipes de gestion régionales et de district et l'équipe technique nationale, s'occuperont des tâches administratives liées au projet, en veillant à ce qu'il se déroule sans heurts et atteigne ses objectifs.

L'UGP au sein du Ministère de la Santé s'occupera des tâches opérationnelles quotidiennes de toutes les activités du projet, y compris la consolidation d'un plan de travail annuel pour approbation par le Comité de Pilotage et des rapports semestriels et annuels complets pour le projet. Conformément à l'accord de financement du PTSS,. L'UGP sera élargie en ajustant le nombre de personnel afin d'assurer une mise en œuvre harmonieuse et de maintenir la qualité de la gestion pour le Programme de Sécurité Sanitaire en Afrique de l’Ouest et du Centre et le présent projet. Elle est composée du personnel ci- après :

1. Coordonnateur National
2. Responsable administratif et financier
3. Spécialiste en passation de marché
4. Auditeur Interne
5. Responsable technique des Opérations
6. Comptables (Deux)
7. Spécialiste en suivi-évaluation
8. Assistant en passation de marché
9. Spécialiste en Sauvegarde environnementale (pourvu et reconduit)
10. Spécialiste en Sauvegarde Sociale (pourvu et reconduit)
11. Chargé de Communication (pourvu et reconduit)
12. Spécialiste en VBG/AES/HS (à recruter)

Expérience sur la mise en œuvre des projets

Le projet sera géré par une UGP expérimentée. En effet, l'équipe de l'UGP a déjà géré quatre projets de la Banque Mondiale, notamment :

Official Use Only

- Le Projet d’Amélioration des Services de Santé Primaires (PASSP) P147758 ;
- Le Projet Santé de la région de Mamou (PSM) P158579
- Le Projet Régional d’Amélioration des Systèmes de Surveillance des Maladies en Afrique de l’Ouest (REDISSSE) P154807 ;
- Le Projet de Renforcement des Services et des Capacités Sanitaires (PRSCS) P163140 ; et
- Le Projet de Préparation et de Réponse au COVID-19 en Guinée, Financement Parent, Additionnel 1 et 2 : P174032/P176706.

C’est au total cinq (4) projets d’un coût total de : 174 millions USD qui ont été exécutés par le Ministère de la Santé et de l’Hygiène publique à travers l’Unité de Gestion des Projets sur financement de la Banque mondiale, au cours de ces huit (8) dernières années.

Expérience en passation des marchés

L'évaluation de la passation des marchés indique que l'UGP des Projets sera responsable de la gestion de la passation des marchés du Programme de Sécurité Sanitaires en Afrique de l’Ouest et du Centre et le Projet de Transformation du Système de Santé en Guinée.

L'UGP dispose d'un personnel compétent en matière de passation de marchés qui connaît bien les procédures de passation de marchés de la Banque Mondiale.

Ainsi, toutes les passations de marchés dans le cadre du projet seront effectuées par cette UGP existante.

La spécialiste en passation des marchés est dans des projets sur financement de la Banque Mondiale depuis 2016. Elle a été formée également sur le nouveau règlement de la passation des marchés de la Banque mondiale.

Besoin d’accompagnement et d’assistance

Même si l’UGP dispose d’une équipe avec une bonne expérience dans le domaine de la passation des marchés, il est important d’envisager un renforcement des des capacités notamment sur le règlement de la passation des marchés de la Banque mondiale.

Le MSHP, en tant que département ministériel, a de l’expérience dans la gestion des projets financés par la Banque mondiale. Aussi, l’Unité de Gestion actuellement en place maitrise les procédures de gestion des projets sur financement de la Banque mondiale. Toutefois, dans le processus de passation des marchés du Projet, l’UGP aura à collaborer avec

Official Use Only

les organes de passation des marchés du Ministère de tutelle, les services techniques et agences des ministères partenaires au projet. Un accompagnement s'avère nécessaire, pour le renforcement de capacités de ces partenaires par une formation sur le Règlement de passation des marchés de la Banque mondiale.

Le Projet pourra toujours bénéficier du support technique des spécialistes en passation des marchés de la Banque Mondiale.

Néanmoins, pour la mise en œuvre du PTSS, il sera donc nécessaire :

(i). de maintenir un Assistant (e) en Passation des marchés pour seconder la SPM comme déjà prévu dans le Programme de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre ;
(ii). de maintenir la Spécialiste Passation des Marchés (SPM) de l'UGP en place ou de recruter un Spécialiste ayant les compétences équivalentes ou supérieures en cas de démission ou d'empêchement de cette dernière ;
(iii). de procéder au renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de passation des marchés du Projet sur les différentes procédures et dispositions applicables ;
(iv). d'organiser un atelier d'appropriation par les principaux acteurs de la passation des marchés, des dispositions du manuel de procédures applicables au projet.

Capacités et aptitudes pour la gestion des contrats

Le MSHP a de l'expérience dans la gestion de projets financés par la Banque Mondiale et les autres Partenaires au Développement, tels que le Fonds mondial, GAVI, la BAD et l'Union européenne, la BID, etc.

L'UGP a de très bonnes capacités et aptitudes en gestion des marchés pour l'avoir fait de manière satisfaisante dans le cadre des précédents projets.

Comme pour ces projets, la gestion de l'exécution des contrats sera assurée par le Responsable Administratif et Financier (RAF) du projet, en étroite collaboration avec la Spécialiste en Passation des Marchés du projet, le Spécialiste en Suivi/Evaluation et les Directions techniques concernées. La gestion des contrats relèvera donc entièrement des compétences de l'UGP ; elle travaillera en collaboration avec les Services techniques du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique et des autres ministères partenaires au projet, pour le suivi des aspects techniques, les réceptions des biens et la validation des livrables produits par les consultants. Aucun problème de capacité de gestion des marchés n'a été relevé ou signalé. La capacité en gestion des marchés de l'UGP est jugée satisfaisante et le niveau de risque

Official Use Only

y afférent est jugé modéré au regard des dernières évaluations de la Banque en mai 2023.

Gestion des contrats

Les contrats sont gérés par le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique et l'équipe de gestion du projet en relation avec les Directions concernées par les contrats Néanmoins, la problématique de la bonne gestion des contrats est posée pour tous les projets car elle est structurelle. La gestion du contrat comporte deux aspects aussi importants l'un que l'autre : (i) l'aspect technique et (ii) l'aspect procédure. Les Spécialistes de Passation de Marchés ne se sentent pas concernés par cette étape car elle est généralement confiée à des responsables techniques (responsables de composantes). Ces derniers ne sont pas toujours outillés en matière de connaissance des procédures et participent rarement à la phase de passation des marchés pour anticiper sur les difficultés de mise en œuvre.

En plus de cela, il est nécessaire de veiller à l'adéquation entre la programmation et la mise en œuvre de la passation et l'exécution des marchés (grâce à un suivi-évaluation des activités de passation et d'exécution des marchés).

Un plan de gestion de contrat (PGC) doit impérativement être élaboré dès la signature de chaque contrat. Le coordonnateur du Projet doit veiller à l'application des PGCs.

Le PGC doit contenir les informations détaillées ci-après :

a. Risque potentiel relevé ;
b. Principaux contacts, rôle et attribution des parties ;
c. Mécanisme de communication et d'établissement des rapports ;
d. Principales clauses du marché ;
e. Etapes du marché, notamment le chemin critique ;
f. Principale(s) tâche(s) du marché ;
g. Indicateurs de performance clé et description de leur processus de mesure ;
h. Mécanismes de contrôle des variations / modifications du marché ; et
i. Dispositions relatives à l'archivage.

Les retards constatés dans l'exécution des marchés ainsi que les insuffisances notées dans l'atteinte des objectifs fixés par les projets de manière générale incitent à donner une attention particulière à la gestion des contrats.

Official Use Only

Capacité et aptitude du client à gérer les marchés (SWOT)

En vue d'assurer une passation efficace des marchés et une bonne gestion des contrats, dans le cadre de la mise en œuvre du projet, le personnel de l'UGP devra bénéficier de renforcement de capacités dans le domaine des procédures de la Banque Mondiale.

L'un des outils d'analyse préconisés pour évaluer l'expérience et la capacité de l'UGP à exécuter et à coordonner le nouveau projet repose sur l'analyse des forces et faiblesses de cette structure ainsi que sur les opportunités et les risques auxquels elle peut être confrontée durant l'exécution du projet. Cet outil est appelé SWOT (Strenghts, Weaknesses, Opportunités and Threats). Appliqué au projet, il donne les résultats présentés dans le tableau ci-dessous.

Official Use Only

SWOT

FORCES	FAIBLESSES
• Expérience du MSHP dans l'exécution des projets financés par la BM, AFD, UNICEF, UNFPA, USAID, UE, etc. ; • Disponibilité des acteurs locaux pour l'exécution des activités de passation de marchés (cabinets, ONG, consultants, Entreprises, etc.) ; • Existence d'une unité de gestion de projets expérimentée ayant mis en œuvre avec succès plusieurs autres projets (PASSP, REDISSE, PRSCS, PPR COVID-19) ; • Existence d'une base de données des fournisseurs et prestataires régulièrement mise à jour ; • Disponibilité des documents normatifs de PM (code des marchés, manuel de procédures de passation de marchés) ; • Disponibilité des ressources humaines en passation de marchés ; • Existence d'un manuel de procédures administratives, financières, comptable et de passation des marchés et le manuel d'exécution du projet ; • Existence d'un Comité de pilotage national ; • Capacités de l'Etat dans la négociation, la conduite et le pilotage des projets ; • Existence d'un cadre d'audits interne et externe et des supervisions périodiques de l'IDA ; • Existence d'un cadre d'évaluation de la performance des projets.	• Nombre limité d'acteurs (fournisseurs, prestataires, consultants, cabinets…) qualifiés dans certains domaines spécifiques dans le pays ; • Faible disponibilité des bases données actualisées des acteurs (fournisseurs, prestataires, consultants, cabinets) dans certains domaines spécifiques ; • Insuffisance dans la maitrise des procédures de passation des marchés par les acteurs (fournisseurs, prestataires, consultants, cabinets) ; • Retards dans les processus de validation des dossiers techniques, les dossiers de consultations ainsi que les processus des visas et approbations des contrats (MSHP, MEF) ; • Insuffisance dans les TDR /spécifications techniques et spécimens (consultance, équipements, etc.) élaborées par certaines directions de mise en œuvre.
OPPORTUNITÉS	**MENACES**
• Disponibilité des ressources financières mobilisées auprès des bailleurs ; • Disponibilité des PTF à accompagner le MSHP • Diversité des partenaires techniques et financiers dans le pays ; • Volonté politique de renforcement du système de santé ; • Initiatives de digitalisation de la passation des marchés ; • Volonté politique en faveur du secteur de la santé ; • Transfert possible des innovations et technologies existantes ailleurs ; • Forte volonté politique d'intégration et de mutualisation des ressources ; • Disponibilité des cabinets et autres institutions capables de former et encadrer les ressources humaines nationales pour les projets futurs ;	• Non-maitrise des procédures de passation des marchés par les fournisseurs ; • Instabilités politiques et institutionnelles ; • Rareté des fournisseurs qualifiés sur le marché local ; • Changement de la politique, des règles et des aspects légaux liés à la passation des marchés ; • Faible couverture en courant et internet pour favoriser le télétravail et le fonctionnement de certains services prévus par le projet.

Official Use Only

• Existence des services de PM au sein MSHP et UGP.	

Official Use Only

2.3 Contexte de la passation des marches en Guinée

En matière de gouvernance en passation des marchés, la Guinée dispose d'un cadre juridique et réglementaire bien établi qui est porté fondamentalement par (i) la Loi Nº L/2018/028/AN du 05 juillet 2018 portant modification de la loi Nº L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012 fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des Marchés Publics et Délégation de Service Public, (ii) le Décret Nº D/333/PRG/SGG portant Code des Marchés Publics du 17 décembre 2019, et (iii) les Décrets et Arrêtés y afférents. Les dispositions de la loi et du Code relatives à la passation des marchés ne couvrent pas explicitement les Agences et les Sociétés d'Etat. Les fonctions de régulation, de contrôle, de passation et d'exécution des marchés sont clairement séparées ; la Société Civile et le Secteur privé sont associés à la régulation des marchés (membres du Conseil de Régulation). La gouvernance en gestion et exécution de projets financés par la Banque mondiale en Guinée est renforcée par l'assistance et la supervision des experts, dans les domaines technique et fiduciaire de l'Institution qui procèdent, entre autres, à des revues préalables de qualité et à des revues à postériori de la passation des marchés. Ces projets sont aussi tenus au respect des dispositions des règles de gouvernance prévues dans le Règlement de la passation des marchés de la Banque mondiale.

Sur le plan institutionnel, le système national de passation des marchés comprend : (i) une Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) composée de représentants du Secteur public, du Secteur privé et de la Société civile ; (ii) une Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) et des Contrôleurs délégués auprès des Autorités Contractantes ; et (iii) au sein de chaque Autorité Contractante, une Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) et sa Cellule de passation des Marchés (CelPM), une Commission de Passation des Marchés (CPM) et un Service de Contrôle des Procédures de Passation des Marchés Publics (SCPMP) compétent pour les marchés en dessous des seuils jugés faibles ci-dessous qui sont fixés par l'Arrêté A/2020/2302/MEF/SGG du 7 Août 2020.

Tableau des Seuils de compétence du SCPMP au niveau national

Catégorie d'Autorité Contractante	Monnaie	Seuils de compétence du SCPMP (inférieur à)		
		Marchés de travaux	Marchés de fournitures	Services de consultant
Ministère ; Agences, etc	Francs guinéen	500 000 000	150 000 000	150 000 000
	Dollars US	58 000	17 000	17 000

Official Use Only

Collectivités Locales	Francs guinéen	200 000 000	100 000 000	100 000 000
	Dollars US	23 000	11 500	11 500

Pour les projets financés par la Banque mondiale, l'examen préalable des dossiers et rapports de passation des marchés est assuré par la DGCMP/SCPMP ou par la Banque mondiale ; les seuils de compétence de la Banque étant ceux fixés pour la revue préalable des marchés du Projet et ceux de la DGCMP étant les marchés d'un coût estimatif inférieur aux seuils de revue de la Banque et supérieur ou égal aux seuils de compétence des SCPMP contenus dans le tableau 1 ci-dessus. Les marchés du projet seront passés par l'UGP en collaboration avec les organes de passations des marchés (PRMP, CPMP, CCMP) du Ministère de tutelle du projet qui est le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP), la DGCMP et éventuellement l'ARMP.

Le MSHP et l'UGP auront l'entière responsabilité de la conduite des procédures de passation des marchés du projet**.**

Les rôles des principaux acteurs qui interviendront dans la chaîne de passation des marchés du Projet sont résumés ci-après :

- *L'Autorité Contractante (AC) : l'UGP/ MSHP*

Dans le présent cas, l'UGP sous la tutelle du MSHP est chargée de la conduite des procédures de passation des marchés : identification des besoins, préparation des Plans de Passation des marchés, élaboration des dossiers d'appel à concurrence, évaluation des offres et élaboration des projets de marchés. L'AC assume ses responsabilités par les différents organes de passation de marchés requis dans le Code des Marchés Publics en vigueur et décrits ci-après :

- *La Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP)*

Elle est responsable de l'élaboration du plan prévisionnel de passation des marchés (PPM), de la préparation des dossiers et de la conduite des procédures de passation des marchés au sein de l'Autorité contractante ; elle est chargée d'assurer la coordination de la passation des marchés et d'être une interface entre les différents acteurs de la passation des marchés (DGCMP, CPM et SCPMP, Direction/services Technique et l'UGP). La PRMP veille à l'élaboration des spécifications techniques et des TDR qui relèvent des compétences des Directions et Services Techniques des ministères sectoriels.

Pour la mise en œuvre du projet PTSS, l'élaboration du PPM, la préparation des dossiers de mise en concurrence (DAO, DP et DC, etc.) et des projets de contrat, et la conduite des procédures de passation des marchés, relèvera exclusivement des compétences d

Official Use Only

Spécialiste en Passation des Marchés du projet qui travaillera en collaboration avec la PRMP du MSHP.

- *La Cellule de passation des Marchés (CelPM)*

C'est le service technique compétent de l'Autorité Contractante qui est placée sous l'autorité et la responsabilité de la PRMP pour la conduite des processus de passation des marchés. Les appuis de la CelPM à la PRMP porteront sur la préparation des PPM et dossiers de passation des marchés, la réception des offres et l'organisation des séances d'ouverture et d'évaluation des offres.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet PTSS, les activités de la CelPM seront dévolues au Spécialiste en Passation des Marchés du projet.

- *La Commission de Passation des Marchés (CPM)*

Prévue par le Code, elle est compétente pour les opérations d'ouverture et d'évaluation des offres, et de recommandations pour l'attribution des marchés.

Pour l'ouverture et l'évaluation des offres des marchés passés dans le cadre du projet PTSS, la CPM sera constituée par l'UGP et comportera au moins un représentant de la CPM désigné par sa PRMP.

- *Le Service de Contrôle des Procédures de Passation des Marchés Publics et PPP (SCPMP)*

C'est l'organe chargé du contrôle à priori des marchés et de la régularité des procédures au sein de l'Autorité Contractante pour des marchés d'un coût estimatif inférieur à des seuils fixés. Le SCPMP est créée au sein de l'Autorité Contractante, mais dirigé par un Contrôleur nommé par le Ministre de l'Economie et des Finances sur proposition de la DGCMP. Ses seuils de compétence sont ceux présentés dans le tableau 1 ci-haut. Il est important de préciser que les Collectivités Locales ne disposent pas encore de SCPMP ; ce qui traduit un manque de contrôle formel de la passation des marchés à ce niveau.

Pour le projet PTSS, le SCPMP compétent sera celui du MSHP.

- *Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)*

L'ARMP est un organe indépendant qui assure la régulation indépendante du système de Passation des Marchés et Délégation de Service. Elle dispose en son sein d'un Comité de Règlement des Différends et des Sanctions (CRDS) compétent pour la gestion des recours portant sur la passation et l'exécution des marchés du projet. L'ARMP intervient conformément aux dispositions du décret N° D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020.

Official Use Only

- *La Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP)*

Placée sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances, la DGCMP, est l'organe chargé du contrôle a priori et a posteriori des procédures de passation des marchés suivant les dispositions du décret N⁰ D/2020/030/PRG/SGG du 23 janvier 2020. Ses seuils de compétence sont fixés par l'Arrêté A/2020/2302/MEF/SGG du 7 Août 2020.

La DGCMP interviendra pendant la mise en œuvre du projet comme organe externe de contrôle de la passation des marchés dans les limites de ses attributions et compétences, sous-réserve des exceptions qui auront été retenues dans le manuel de procédures du projet. Seuls les marchés ne faisant pas l'objet d'examen préalable de la Banque Mondiale pourront faire l'objet de revue par la DGCMP.

Le Système de gestion des plaintes

Les plaintes relatives aux marchés pour lesquels le Dossier Type de Passation des Marchés (DTPM) de la Banque doit être utilisé seront administrées et instruites dans les conditions prévues à l'Annexe III du Règlement de Passation des Marchés de la Banque. Pour les plaintes autres que celles couvertes par l'Annexe III, l'UGP se conformera au mécanisme de recours et de gestion des plaintes prévu dans le Code des marchés publics en vigueur et piloté par l'ARMP, laquelle a, parmi ses attributions, le règlement non juridictionnel des litiges et la définition des sanctions en cas d'infraction en marchés publics. A cet effet, l'ARMP dispose en son sein, d'un Comité de Règlement des Différends et des Sanctions (CRDS) composé de façon tripartite et paritaire qui est chargé de recevoir et d'examiner les recours et dénonciations.

Le mécanisme de recours, de gestion des plaintes et de règlement des litiges applicable en Guinée est opérationnel et explicité dans le Code des marchés, les DAO et DP types nationaux, ainsi que dans le décret N⁰ D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'ARMP. Les dispositions applicables prévoient un recours gracieux obligatoire auprès de l'Autorité Contractante avant tout recours devant l'ARMP.

Aucun recours n'a été enregistré par l'UGP en passation et gestion des marchés au cours des 24 derniers mois de mise en œuvre des projets. Nous pouvons estimer, modéré, le niveau de risque de recours sur la passation et la gestion des marchés par l'UGP.

Official Use Only

Le Règlement de passation des marchés de la Banque mondiale a introduit des délais (de recours et de réponse) et des conditions d'éligibilités aux recours que le projet est tenu de considérer et appliquer ; il convient que l'ARMP s'approprie les nouvelles dispositions en vue de leur respect sur les marchés financés par le PTSS.

La saisine, en matière de plainte, est faite par les parties intéressées. Les plaintes sont soumises, par écrit, à l'Emprunteur et précisent le nom et les coordonnées (y compris l'adresse) du plaignant. Par ailleurs, la plainte :

a. précise globalement l'intérêt du plaignant vis-à-vis du processus de passation des marchés ;
b. cite le projet concerné, le numéro de référence du marché, le stade d'avancement du processus et toute autre information pertinente ;
c. rappelle tout échange précédent entre le plaignant et l'Emprunteur portant sur les points abordés dans la plainte ;
d. précise la nature de la plainte et les conséquences négatives qui sont redoutées ;
e. énonce l'allégation de défaut de conformité avec les règles de passation des marchés applicables ou de violation de ces règles.

Les délais suivants seront observés dans le processus d'examen des plaintes :

a. **Les plaintes contestant les conditions des dossiers de pré-qualification ou de sélection initiale,** les dossiers d'appel à propositions ou tout autre document de l'Emprunteur relatif à un appel d'offres, un appel à propositions ou à candidatures doivent être soumises à l'Emprunteur avant la plus tardive des deux dates suivantes : au moins dix (10) jours ouvrables avant la date limite de dépôt des candidatures/soumissions/propositions ou dans un délai de cinq (5) jours ouvrables après la publication d'une modification des conditions. L'Emprunteur accuse réception de la plainte par écrit, sous trois (3) jours ouvrables, l'étudie et y répond dans un délai maximum de sept (7) jours ouvrables à compter de la date de réception de la plainte. Si, en conséquence de l'examen de la plainte, l'Emprunteur décide de modifier les documents de pré-qualification ou de sélection initiale, d'appel d'offres ou d'appel à propositions ou tout autre document, il émet un avenant et, si nécessaire, proroge le délai de transmission des candidatures/soumissions/propositions.
b. **Les plaintes contestant une exclusion du processus en amont de l'attribution du marché** doivent être soumises à

Official Use Only

l'Emprunteur dans un délai de dix (10) jours ouvrables après la transmission par l'Emprunteur à la partie intéressée de l'avis signifiant l'exclusion en question. L'Emprunteur accuse réception par écrit de la plainte sous trois (3) jours ouvrables, l'étudie et y répond dans un délai maximum de sept (7) jours ouvrables à compter de la date de réception de la plainte. Si, en conséquence de l'examen de la plainte, l'Emprunteur modifie les résultats de l'étape ou de la phase précédente du processus de passation des marchés, il transmet dans les plus brefs délais un avis révisé des résultats d'évaluation à toutes les parties concernées pour les informer des étapes suivantes.

c. **Les plaintes faisant suite à la transmission de la Notification d'Intention d'Attribution de Marché** (ou notification d'intention de conclure un accord de financement) doivent être soumises à l'Emprunteur avant la fin du délai d'attente. L'Emprunteur accuse réception de la plainte par écrit sous trois (3) jours ouvrables, l'étudie et y répond dans un délai maximum de quinze (15) jours ouvrables à compter de la date de réception de la plainte. Si, en conséquence de l'examen de la plainte, l'Emprunteur modifie sa recommandation d'attribution du marché, il transmet l'intention révisée d'attribution à tous les Soumissionnaires/Proposants/Consultants précédemment avisés et procède à l'attribution du marché.

Sur le plan national, les aspects liés aux plaintes sont définis au niveau des articles 15 à 20 de la loi n° L/2012/020/CNT modifiée fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés et délégation de service public.

Les candidats qui s'estiment lésés peuvent saisir l'Autorité contractante qui devra gérer les réponses aux plaintes des candidats ou interpellations des autorités de contrôle et de régulation.

En cas de non-satisfaction, les candidats peuvent saisir l'ARMP.

L'ARMP a pour attribution le règlement non juridictionnel des litiges et la définition des sanctions en cas d'infraction dans les marchés publics. A cet effet, l'ARMP dispose en son sein : d'un Conseil de Régulation tripartite et paritaire composé du Secteur Public, du Secteur Privé et de la Société Civile), d'un Comité de Règlement des Différends et des Sanction (CRD) composé de façon tripartite et paritaire de trois membres du CRMP chargé de recevoir et d'examiner les recours et dénonciations. Le CRD siège, suivant les faits, et Commission Litige ou en Commission Disciplinaire.

Le mécanisme de recours, de gestion des plaintes et de règlement des litiges applicable en Guinée est opérationnel et est connu des acteurs et candidats aux marchés publics. Les dispositions applicables sont

Official Use Only

suffisamment explicitées dans le Code, dans les DAO et DP types nationaux, et dans le décret 167 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Principales conclusions

L'examen des capacités dans le domaine des marchés publics montre que le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique dispose au niveau central d'une Personne Responsable des Marches Publics (PRMP) qui a la charge de la passation des marchés au sein du ministère en relation avec ses collaborateurs. Toutefois, Ces personnels ne sont pas très familiers des procédures de la Banque mondiale.

Toutefois, l'expertise de l'Unité de Gestion du projet en place et la bonne maitrise des procédures de passation des marchés par la spécialiste en marchés du projet indiquent que le niveau de risque en passation des marchés du projet peut être considéré comme « modéré » comme indiqué ci-dessus.

En tenant compte de ce qui précède nous recommandons les mesures suivantes pour donner plus de chance de réussite au projet :

- **Règlement des plaintes**

1. Accorder une attention rapide et objective sur toutes les plaintes ;

2. Traitement des plaintes reçues dans un délai raisonnable ;

3. Toute réponse à une plainte comprendra au minimum les éléments suivants :

   a. Enoncé des questions en litige : précision sur les points soulevés par le plaignant et qui doivent être traités ;
   b. Faits et éléments de preuve : précision des faits et éléments de preuve qui de l'avis de l'emprunteur sont utiles au règlement de la plainte ;
   c. Décision et mention du fondement de la décision : énonciation de la décision prise à l'issue du litige ;
   d. Analyse : explication sur la raison pour laquelle le fondement de la décision appliquée aux faits / question soulevés dans la plainte nécessite la décision stipulée ;
   e. Conclusion : énonciation claire de la réponse donnée en règlement de la plainte et description des étapes qui vont suivre.

- **Passation des marchés**

Official Use Only

Le renforcement des capacités de l’ensemble des intervenants du projet sur le règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d’investissement – édition septembre e 2023.

- **Gestion et suivi des contrats**

Au cours de la phase d’exécution, l’emprunteur va se référer au contrat et au plan de gestion du marché pour s’assurer que les parties respectent les clauses contractuelles. L’emprunteur contrôlera l’exécution du marché pour s’assurer au moins du respect des aspects suivants :

a. Risques gérés ou limités avant qu’ils ne se présentent ;
b. Marchés achevés à temps et dans les limites du budget ;
c. Variation du marché dument motivée ;
d. Résultats du marché conformes aux objectifs de départ ;
e. Exigences techniques et commerciales de l’emprunteur satisfaites ou dépassées dans les limites du budget ;
f. Prix final du marché comparé aux prix de référence.

Official Use Only

2.4 Analyse du marché

Etude et analyse des marchés

Notre étude et analyse de marché a pour objectifs :

(i) d'obtenir une bonne compréhension des secteurs de marchés dont les acteurs sont identifiés comme ayant le potentiel pour soumissionner à des marchés de biens/services/travaux du Projet : *Comment fonctionne le marché et comment ce fonctionnement impacte notre approche du marché ?*
(ii) de trouver l'approche d'achat qui maximise la probabilité de participation des bons soumissionnaires et de sélection du bon fournisseur : *Quelles sont les motivations qui incitent les bons fournisseurs à participer ?*
(iii) de minimiser le risque d'échec du processus de passation de marché en raison de l'absence d'offres ou du risque de tomber sur le mauvais type d'offres : *Quelle est la meilleure approche pour viser les bons marchés et les bons fournisseurs ?*

Nous avons choisi de réaliser notre analyse et étude des marchés sur plusieurs niveaux nous permettant d'aboutir à l'analyse des marchés les plus stratégiques. Il s'agit des étapes suivantes :

- analyse PESTLE pour cartographier l'environnement de l'emprunteur et ses capacités ;
- analyse PARETO pour identifier les marchés les plus significatifs ;
- analyses stratégiques (positionnement achat, préférence fournisseur) pour identifier les marchés stratégiques.

Analyse PESTLE

Cet outil a pour objectif d'appréhender les facteurs macro-environnementaux qui influencent et façonnent :

- Les différents marchés ;
- Les fournisseurs qui travaillent sur ces marchés.

Elle nous permettra d'effectuer plus simplement notre analyse externe, et ainsi de mieux appréhender notre matrice (Opportunités et Menaces).

Official Use Only

POLITIQUE	• Gouvernement relativement stable mais inquiétude sur la pérennité du pouvoir en place • Marché libre • Etat de droit appliqué • Les industries suivantes bénéficient d'un soutien de l'Etat : Chemin de fer, électricité, télécommunication, eau, aéronautique, hydrocarbures… • Adoption du PNDES 2016-2020 : Programme National de Développement Economique et Social (La vision d'une Guinée émergente et prospère à l'horizon 2040).
ECONOMIE	• Taux de chômage élevé induisant un pouvoir d'achat faible de la population • Croissance positive mais en deçà des prévisions et des objectifs de développement • Instabilité des taux d'intérêt • Dette extérieure en augmentation avec un poids important sur l'économie • Limitation et dans certains cas absence d'accès aux infrastructures de base (structures hospitalières, académiques, eau, électricité…) des populations installées dans certaines zones reculées du pays ou mal desservies
SOCIAL	• Forte croissance démographique en Guinée et dans la sous-région • Urbanisation grandissante entrainant des problématiques croissantes de logement et d'hygiène • Haut niveau d'éducation en zones urbaines avec une tendance décroissante en périphérie et dans les villages et régions excentrés • Déperdition des populations vivant dans les régions minières : déscolarisation des enfants et jeunes adultes, limitation de l'accès aux soins et aux infrastructures de base
TECHNOLOGIE	• Accès aux technologies (internet, téléphone etc..) limité aux villes et à certains rares villages • Allocation budgétaire de l'Etat insuffisante pour le financement d'un véritable programme accès sur la recherche et le développement
LOI	Dans le cadre du PNDES 2016-2020, le Gouvernement prévoit : • La promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable à travers le point 1 (l'état de droit, la démocratie, la sécurité et la cohésion sociale sont consolidés) et le point 2 (l'action publique est efficace, efficiente, inclusive et durable) • La transformation économique durable et inclusive à travers la croissance économique est accélérée, inclusive et durable, • Le développement inclusif du capital humain à travers le point 1 (la qualité du capital humain est améliorée), le point 2 (l'emploi décent et l'inclusion sociale des couches vulnérables sont assurés), le point 3 (les ressources naturelles sont gérées de façon rationnelle), • La gestion durable du capital naturel à travers le point 1 (le cadre de vie est protégé), le point 2 (la résilience face aux catastrophes et l'adaptation aux changements climatiques sont renforcées), • Le Cadrage macroéconomique et budgétaire à travers des hypothèses des scénarios, d'un schéma de croissance, l'inflation, les finances publiques, les échanges extérieurs, coût et schéma de financement du PNDES, • Les acteurs et instruments de la mise en œuvre à travers l'Etat, les collectivités locales, le secteur privé, les organisations de la société civile et les partenaires techniques et financiers,

Official Use Only

	• Le mécanisme de suivi et d'évaluation à travers la démarche de performance, la composante technique de suivi, la composante technique de l'évaluation, les supports de la performance, le système d'information pour le suivi de la performance et revues de performance, • Le dispositif institutionnel de suivi et d'évaluation à travers la mission du dispositif et les organes (Cadre de Concertation et de Coordination (CCC), Comité Technique de Suivi, Groupes Thématiques de Dialogue, BSD des ministères, Cellules régionales/préfectorales de suivi et d'évaluation), • L'Analyse des risques à travers l'Instabilité socio-politique, la faiblesse du leadership national, la faible mobilisation de ressources intérieures, le déficit persistant de capacités, les Conjonctures sous régionale et internationale défavorables, les aléas climatiques et urgences humanitaires.
ENVIRONNEMENT	L'Etat accorde une importance croissante aux problématiques liées à l'environnement, notamment avec les orientations prévues dans le Plan National d'Action Environnementale (PNAE) avec la mise en place d'un système de prévention et de protection contre les risques environnementaux qui menacent la plupart des centres urbains (inondation, érosion, glissement de terrains, etc.)

Official Use Only

2.5 Analyse du marché et positionnement stratégique des achats

Analyse Pareto

Tableau 5 : Analyse PARETO

	Description de l'activité / marché	Coût estimatif (USD)	Composante	Pourcentage	Pourcentage cumulé
2	Acquisition des équipements médicaux, mobilier médical et instrumentation en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU).	3 500 000	1.1	18,26%	18,26%
6	Fourniture et Installation de panneaux solaires pour le niveau (régional, préfectoral et communautaire) pour les régions de Kindia, Labé, Faranah et Kankan.	2 500 000	1.1	13,04%	31,31%
7	Convention avec la PCG pour l'achat et la distribution des médicaments et consommables pour la bonne mise en œuvre des plateformes partagées.	2 500 000	1.1	13,04%	44,35%
5	Fourniture des suppléments micronutriments en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU).	2 500 000	1.1	13,04%	57,40%
1	Installations de points d'eau (puits et forage) pour les régions de Kindia, Labé, Faranah et Kankan.	2 000 000	C1.1	10,44%	67,83%
10	Acquisition de 5 véhicules 4x4 Station Wagon pour les UTR de Boké, Mamou, Labé, Faranah et N'Zérékoré.	1 650 000	3.1	8,61%	76,44%
18	Sélection de 4 ONG locales qui auront pour mission d'obtenir et de vérifier les résultats dans la préfecture choisie pour l'opération pilote de financement basé sur les résultats (Kindia, Labé, Faranah et Kankan).	1 200 000	3.1	6,26%	82,71%
3	Acquisition des équipements de gestion des déchets biomédicaux (10 Incinérateurs) en faveur des régions de Boké, Mamou, Labé, Faranah et N'Zérékoré.	498 500	1.1	2,60%	85,31%
8	Acquisition des kits de surveillance/travail pour les ASC et RECO (registres, imperméables, sacs à dos, stylo, bottes, mégaphones, lampe torche, tee-shirt, balances…)	498 000	1.3	2,60%	87,90%
14	Acquisition des outils de gestion en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU).	498 000	3.1	2,60%	90,50%
9	Acquisition des kits d'hygiène pour les femmes enceintes et allaitantes vues en, CPN, CPoN…	495 000	1.3	2,58%	93,09%

Official Use Only

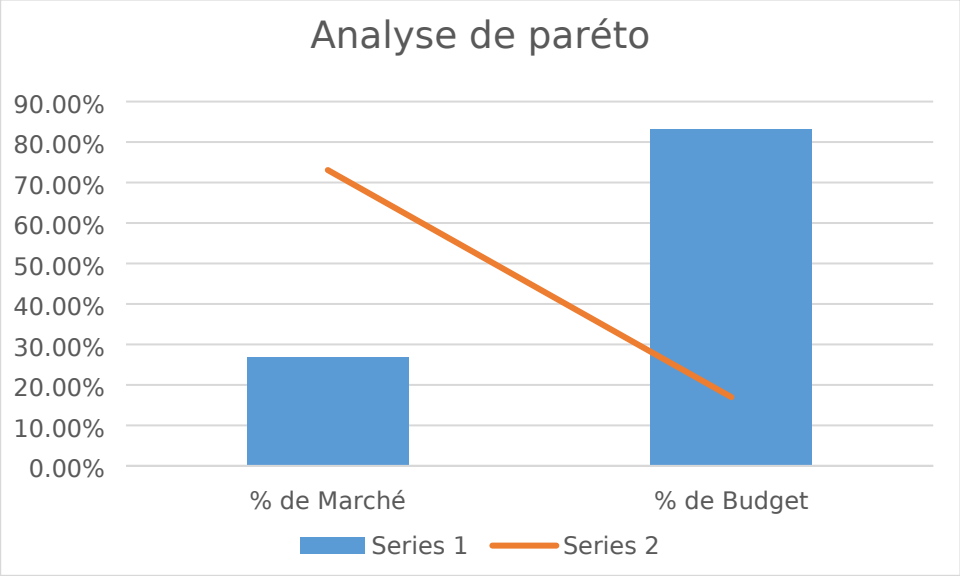
4	Acquisition du petit matériel de gestion des déchets biomédicaux (Brouettes, bottes, imperméables, stylos, sac à dos, etc.).	300 000	1.1	1,57%	94,65%
11	Acquisition des équipements informatiques et de reprographie en faveur de : Les gestionnaires de données des cinq régions, les UTR des cinq régions, les directions de mise en œuvre du projet et l'Unité de Gestion des Projets.	195 000	3.1	1,02%	95,67%
16	Prestataire de service pour l'entretien et la réparation du matériel roulant (véhicules) des DRS, DPS, BSD, UGP et Unité des 7 Régions.	175 000	3.1	0,91%	96,58%
22	Assistance technique pour établir la base de données de normalisation des effectifs des établissements de santé…	150 000	2.2	0,78%	97,36%
15	Prestataire de service pour l'édition et l'impression des outils de gestion financière pour les structures sanitaires déconcentrées.	150 000	3.2	0,78%	98,15%
17	Prestataire de service pour l'assurance du personnel contractuel et le matériel roulant (véhicules et motos).	95 000	3.1	0,50%	98,64%
12	Fourniture par marché à commande des fournitures de bureau pour l'Unité de Gestion du Projet.	75 000	3.1	0,39%	99,03%
13	Logiciel de gestion comptable multi-projets	45 000	3.1	0,23%	99,27%
20	Recrutement d'un cabinet pour l'élaboration/révision des documents normatifs du MSHP	30 000	1.3	0,16%	99,43%
25	Recrutement d'un Cabinet d'audit externe des comptes.	30 000	2.3	0,16%	99,58%
23	Recrutement d'un consultant au compte du Service de modernisation des systèmes d'information (SMSI) pour améliorer la gouvernance, l'infrastructure numérique et l'interopérabilité dans tous les sous-systèmes d'information sur la santé	20 000	2.2	0,10%	99,69%
19	Recrutement d'un consultant pour appuyer la mise en œuvre du volet indigent	20 000	1.2	0,10%	99,79%
21	Recrutement d'un consultant pour l'élaboration du plan stratégique national pour le développement des ressources humaines dans le domaine de la santé	20 000	2.1	0,10%	99,90%
24	Recrutement d'un consultant pour réviser et renforcer le cadre juridique et institutionnel de l'état civil afin de l'aligner sur les standards internationaux	20 000	2.3	0,10%	100,00%

Une analyse selon le principe des 80/20 de Pareto permet de se rendre compte que la concentration des efforts sur un nombre de 7 marchés parmi les 25 prévus garantit une gestion optimale du budget à hauteur de 82,71

Official Use Only

%. Il s’agit des marchés ci-après : 2, 6, 7, 5, 1, 10 et 18. Le reste, soit 18 marchés, ne couvre que 17,29 % du budget.

% de Marché	% de Budget
28,00%	82,71%
72,00%	17,29%



Official Use Only

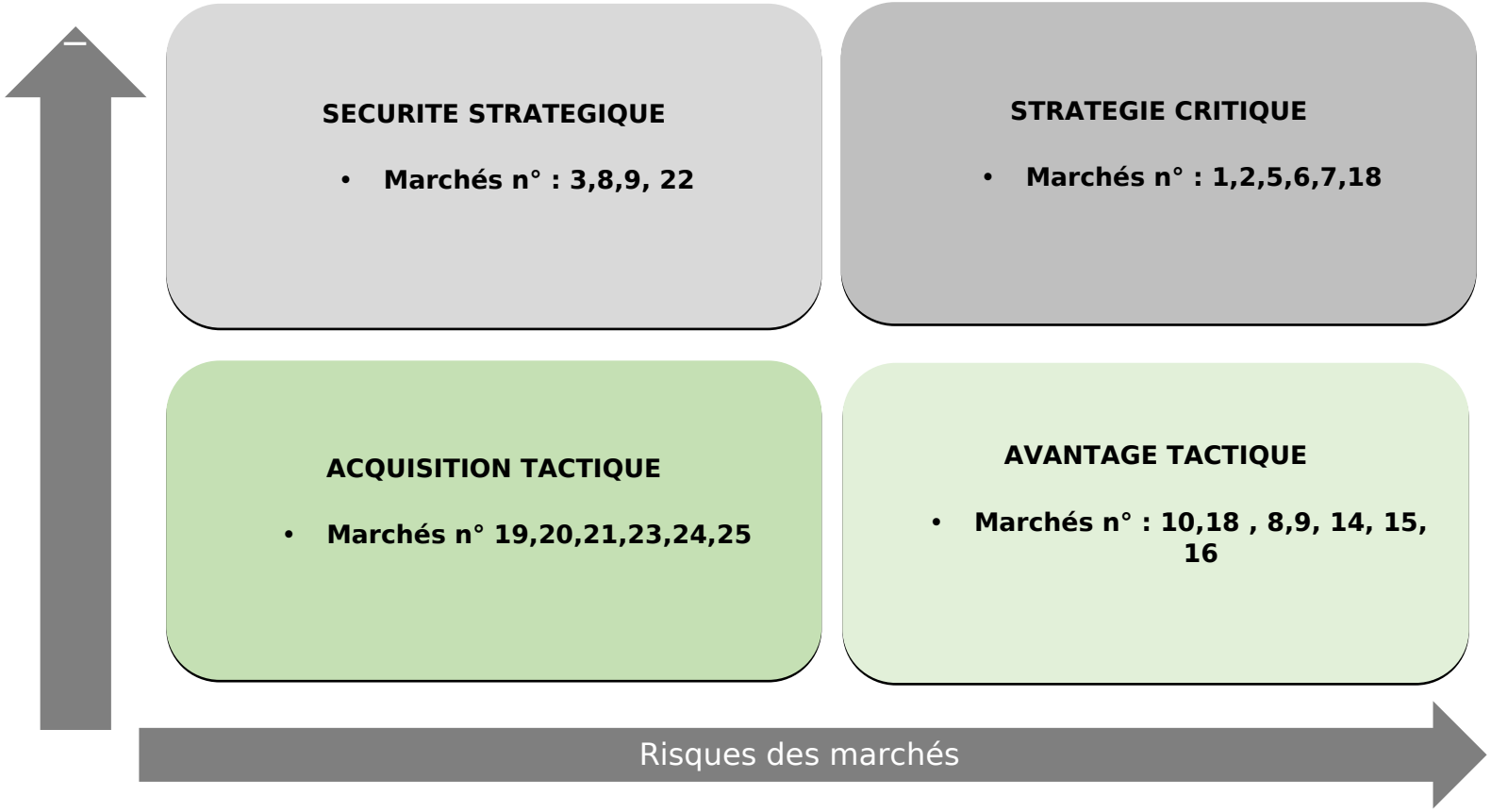
Positionnement stratégique des achats

Les stratégies ci-dessous sont issues du croisement des montants estimatifs des marchés et du niveau de criticité du risque des marchés. Il s'agit de positionner, dans les 4 groupes suivants à travers la matrice ci-dessous, les marchés les plus importants :

- « L'**ACQUISITION TACTIQUE** », correspondant aux marchés à faible budget, et qui peuvent être traités simplement et efficacement en mobilisant un minimum de temps et de ressources. Les fournisseurs sont disponibles, la mise en concurrence ne pose pas de problème. Pour ce type de marché il faut : standardiser les produits, contrôler les volumes, améliorer les processus, gérer les inventaires et réduire les contrats autour de 12 mois.
- « L'**AVANTAGE TACTIQUE** », correspondant aux marchés à budget moyen pour lesquels la mise en concurrence des acteurs doit permettre de réaliser des gains en termes de coût. Ils présentent un risque business faible avec peu de sources et un risque qualité modéré. Dans ce contexte, il faut garantir les volumes piloter et contrôler les relations, sécuriser les stocks et trouver des backups.
- La « **SECURITE STRATEGIQUE** » ce sont les marchés dont la mise en œuvre permet l'atteinte des objectifs du projet tout en nécessitant une priorité de la stratégie d'achats, ce qui nécessite une bonne définition des spécifications techniques pour les marchés de fournitures et une sélection rigoureuse des fournisseurs pour garantir la qualité des biens et réduire le risque.
- La « **STRATEGIE CRITIQUE** », correspondant aux marchés qui constituent la priorité pour l'équipe du projet avec les plus gros budgets du projet et dont l'exécution permettra l'atteinte des objectifs globaux du projet. La réussite du projet dépend de ces derniers marchés et les ressources sont rares et uniques.

NOTA : Les UGP devront être particulièrement attentives aux risques liés aux marchés de consultants et de fournitures même dans les cas où les montants sont faibles (cf tableau SWOT page 23)

Official Use Only



Official Use Only

Matrice préférences fournisseurs

Cet outil permet au projet de mieux gérer ses forces et faiblesses par rapport aux fournisseurs et au marché. Deux principales variables orientent la collaboration des fournisseurs avec leurs clients : le budget et l'image. L'utilisation de ces deux variables permet la classification des clients en 4 catégories comme présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 6 : Analyse des préférences fournisseurs

Catégorie du client	Description	Approche fournisseur	Projection d'actions
Nécessaire au Développement	- Consommateur est prometteur - Consommateur est très courtisé - Efforts élevés pour dépasser les attentes du Consommateur - Niveaux de service exceptionnels	Attention élevée	- Cajoler le Consommateur - Sécuriser les affaires futures - Prix "promotionnels" ou au coût marginal
Essentiel	- Cœur d'activité du Fournisseur - Fournir un niveau élevé de service et de réponse - Augmenter la profitabilité de manière non agressive - Assurer une profitabilité continue	Gestion proactive du Consommateur	- Rechercher le Consommateur en assurant un service et une qualité excellents - Conserver et développer la relation d'affaire - Etre réceptif à des "alliances stratégiques" - Chercher à "enfermer" le Consommateur dans des contrats de long terme
Nuisance	- Faible bénéfice réalisé - Consommateur difficile et/ou coûteux à satisfaire - Mauvais payeur - Assurer un service minimal - Objectifs globaux du Fournisseur	Aucune Attention	- Assurer une attention réduite - Contrats de court terme - Retrait/ abandon
Exploitable	- Position de force exceptionnelle - Augmenter les prix – réduire les coûts de services - Rechercher les avantages à court terme - Se préparer à perdre le Consommateur	Attention minimale	- Rechercher le meilleur prix - Maximiser les bénéfices sur le court terme

Official Use Only

Les dispositions à prendre, relativement aux préférences des fournisseurs, pour maintenir un niveau de relation acceptable et optimale du point de vue du projet peuvent être présentées comme suit :

Tableau 7 : Analyse intégrée Kraljic et préférences fournisseurs

Type de Relation	Criticité	Description	Approche	Disposition à prendre
Sécurité stratégique	Sécurité de service	- Services de faible valeur - Importants sur le plan stratégique - Peu de fournisseurs fiables	Assurer la Fourniture	Contrats de longue durée afin d'assurer la sécurité de la fourniture Envisager d'accroitre la capacité dans la communauté des fournisseurs Maintenir une relation proche afin de gérer les problèmes de manière proactive
Stratégie critique	Sécurité de service à un bon prix	- • Services de forte valeur - Nombre limité de fournisseurs, éventuellement fournisseur unique	Gérer les Fournisseurs	Contrats de moyenne/ longue durée afin d'assurer la sécurité de la fourniture Prévoir un plan alternatif Maintenir une relation proche, plus collaborative
Acquisition tactique	Maximiser l'efficience de la recherché de sources de services	- Services de faible valeur/à faible risque - Beaucoup de fournisseurs potentiels	Attention minimale	Accords-résultat standard de courte durée Mesures, suivi et rapports standards Suivi attentive des fournisseurs qui tombent sous les normes, volumes ou résultats moyens
Avantage tactique	Améliorer la valeur en travaillant activement avec les fournisseurs pour rechercher des efficiences	- Services de faible valeur/à faible risque - Beaucoup de fournisseurs potentiels	Assurer la valeur	Marchés de court terme permettent d'introduire les changements permettant d'améliorer la valeur Recherche active et continue de sources au meilleur prix Peu fréquents pour les contrats de services sociaux

Official Use Only

De manière générale, le Guinée pourrait être classé au niveau des deux premières catégories par rapport aux préférences des fournisseurs ; à savoir « Nécessaire au Développement » et « Essentiel ». En effet, malgré l'incertitude qui pèse sur l'évolution du climat politique le pays présente de nombreuses opportunités de développement.

La Guinée respecte généralement le Règlement de passation des marchés de la Banque Mondiale, ce qui permet de rassurer les fournisseurs et de les assurer du règlement régulier de leur facture, de la transparence du système de gestion des plaintes et du soutien de la Banque mondiale.

Dynamiques du marché

Les marchés identifiés dans ce projet sont constitués de travaux, fournitures et services non consultants et de services de consultants.

A ce stade, vingt-six marchés (26) sont identifiés dans ce projet dont un (1) marché de travaux, dix-sept (17) marchés de fournitures et services non consultants et huit (08) marchés de services consultants.

De manière générale, les différents marchés présentent un volume d'affaires assez important et peuvent intéresser les soumissionnaires internationaux.

Marchés de travaux :

Dans le domaine de la réalisation des travaux, le pays dispose d'entreprises capables d'exécuter des travaux de construction de bâtiments administratifs, de laboratoires, de centres de traitement épidémiologiques et d'adduction d'eau potable etc. On peut citer entre autres, les entreprises telles que GPI, EGUCA-SARL, ENID SARL, EDIFICE SARLU, SOGEC, ENTREPRISE GCE, ATLANTIQUE BTP, DIANI CONSTRUCTION, SOGEFEL, ENACOR BTP, etc.

Fournitures et services non consultants :

Les marchés seront majoritairement des marchés relatifs à l'acquisition des médicaments, d'équipements médicaux et de laboratoires, de matériel roulant, de matériels informatiques, des kits d'hygiène, de consommables, de l'installation de panneaux solaires. L'analyse du marché révèle qu'il existe assez de fournisseurs et de prestataires au niveau national et international capables d'exécuter ces marchés. Les projets Santé PASSP, REDISSE et PRSCS ont utilisé une panoplie de prestataires dont :

- Equipements Sanitaires : PHARMACIE CENTRALE DE GUINEE (PCG), MICHIELS, ACIA, MERIAL, TTM Technologie, UNIVERS MEDICAL GUINEE, MED-EL France, AFRICA HEALTH CARE PHARMA, SOGUIPREM, NOUVEAU SERVICE DE YATTAYAH, SES PLUS, etc.

Official Use Only

- Equipements Informatiques : A&T INGENIERIE SARL, NET IMPRESS, AMA PRINT ET BISENESS, 2HK Equipements, DEMBOUBHE – HOME, SOGESERDI, NOUVELLES TECHNOLOGIES, etc.

Ces marchés pourront être exécutés par consultation ouverte ou restreinte avec recherche nationale.

Pour les Services non consultants, des prestataires locaux expérimentés existent, en nombre suffisant, pour la plupart des marchés.

En outre, de l'expérience tirée des projets antérieurs (REDISSE et COVID-19), le présent projet pourra s'appuyer également sur les agences des Nations-Unies notamment l'UNICEF, l'OMS, UNOPS, UNFPA, etc.

Services de Consultants :

Les Services de consultants, comme les recrutements des consultants seront principalement ouverts. Des firmes de consultants et même des consultants individuels locaux pourront être intéressés. Des ONGs compétentes sont présentes pour assurer des rôles d'assistance technique sur différentes missions (identification des indigents, suivi de l'opération pilote de financement basé sur les résultats...). L'appui du BSD sera indispensable dans le cadre de l'élaboration des Termes De Référence (TDR).

Les marchés envisagés sont relatifs entre autres à l'assistance technique pour l'élaboration et la révision des documents stratégiques de la santé, la formation du personnel de santé, l'appui à la mise en place d'un système de gestion des données numériques interopérables intégrant les dossiers médicaux.

Types de marchés :

En termes de volume, la répartition des marchés se présente comme suit ;

MARCHE	MONTANT FCFA-	NOMBRE	% BUDGET
Travaux	**2 000 000**	**1**	10%
Fournitures et services non consultants	**15 674 500**	**16**	82%
Consultants	**1 490 000**	**08**	8%
Total	**19 164 500**	**25**	**100**

Official Use Only

MARCHES DE TRAVAUX

Composante 1.1 :

- Installations de points d'eau (puits et forage) pour les régions de Kindia, Labé, Faranah et Kankan **n° 1 (2 000 000 USD).**

Il est identifié un seul marché de travaux pour un montant de deux millions de dollars américains (2 000 000 USD).

Le marché sera passé par appel d'offres national (AON) en raison de son montant relativement faible avec une approche ouverte sans préqualification.

MARCHES DE FOURNITURES ET SERVICES NON CONSULTANTS

Les marchés de fournitures et services non consultants sont au nombre de dix-seize pour un montant de quinze millions six cent soixante-quatorze mille cinq cent **(15 674 500 USD).**

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Deux (2) marchés seront passés par appel d'offres international (AOI) en raison de leur montant, avec une approche ouverte en une étape et deux (2) enveloppes. Les dossiers d'appel d'offres version Juillet 2023 seront utilisés pour l'application des critères notés. Il s'agit des marchés ci-après :

COMPOSANTE 1.1

- Acquisition de matériel roulant dont : 19 cliniques mobiles pour les Régions de Boké, Mamou, Kindia et N'Zérékoré et 4 véhicules Stations Wagons pour les Directions du MSHP **(1 650 000 USD) n°10/**
- Fourniture et Installation de panneaux solaires pour le niveau (régional, préfectoral et communautaire) pour les régions de Kindia, Labé, Faranah et Kankan (2 500 000 USD) **n°6 (2 500 000 USD)**

SELECTION DIRECTE

Quatre (4) marchés seront passés par sélection directe. Il s'agit des marchés ci-après :

COMPOSANTE 1.1

- Acquisition des équipements médicaux, mobilier médical et instrumentation en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU) (**3 500 000 USD) n° 2**
- Fourniture des suppléments micronutriments en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU) (**2 500 000 USD) n° 5**

Official Use Only

- Convention avec la PCG pour l'achat et la distribution des médicaments et consommables pour la bonne mise en œuvre des plateformes partagées (**2 500 000 USD) n°7**

Sur la base de l'expérience avec les précédents projets, les procédures d'acquisition de médicaments, de consommables et de réactifs sanitaires risquent d'être infructueux du fait de l'absence de fournisseurs locaux, et du manque d'intérêt des fournisseurs internationaux C'est pourquoi, il est plus souhaitable de faire recours à une procédure de sélection directe avec les institutions du système des Nations Unies.

COMPOSANTE 3.1

- Logiciel de gestion comptable multi-projets (45 000 USD) **n°13**

DEMANDE DE COTATION

Dix (10) marchés seront passés par consultation fournisseurs :

Il s'agit des marchés ci-après :

COMPOSANTE 1.1

- Acquisition du petit matériel de gestion des déchets biomédicaux (Brouettes, bottes, imperméables, stylos, sac à dos, etc.). (**300 000 USD) n°4**
- Acquisition des équipements de gestion des déchets biomédicaux (10 Incinérateurs) en faveur des régions de Boké, Mamou, Labé, Faranah et N'Nzérékoré (**498 500 USD) n°3**

COMPOSANTE 1.3

- Acquisition des kits de surveillance/travail pour les ASC et RECO (registres, imperméables, sacs à dos, stylo, bottes, mégaphones, lampe torche, tee-shirt, balance **… (498 000 USD) n°8**
- Acquisition des kits d'hygiène pour les femmes enceintes et allaitantes vues en CPN, CPoN… **(495 000 USD) n°9**

COMPOSANTE 3.1

- Acquisition des équipements informatiques et de reprographie en faveur de : Les gestionnaires de données des cinq régions, les UTR des cinq régions, les directions de mise en œuvre du projet et l'Unité de Gestion des Projets (**195 000 USD**) **n°11**
- Fourniture par marché à commande des fournitures de bureau pour l'Unité de Gestion du Projet. **(75 000 USD) n°12**
- Prestataire de service pour l'édition et l'impression des outils de gestion financière pour les structures sanitaires déconcentrées (**150 000 USD) n°15**
- Prestataire de service pour l'entretien et la réparation du matériel roulant (véhicules) des DRS, DPS, BSD, UGP et Unité des 7 Régions. **(175 000 USD) n°16**
- Prestataire de service pour l'assurance du personnel contractuel et le matériel roulant (véhicules et motos**). (95 000 USD) n°17**

Official Use Only

COMPOSANTE 3.2
Acquisition des outils de gestion en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU) **(498 000 USD) n°14**

MARCHES DE SERVICES DE CONSULTANTS

Les marchés de consultants sont au nombre de huit (8) pour un montant d'un **million quatre cent quatre-vingt-dix mille dollars américains (1 490 000 USD).**

SELECTION FONDEE SUR LA QUALITE ET LE COUT

Deux marchés sont proposés pour la sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC). Il s'agit des marchés ci-après :

COMPOSANTE 1.2

- Sélection de 4 ONG locales qui auront pour mission d'obtenir et de vérifier les résultats dans la préfecture choisie pour l'opération pilote de financement basé sur les résultats (Kindia, Labé, Faranah et Kankan) (**1 200 000 USD) n°18.**

Compte tenu fait qu'il existe assez d'ONG sur le plan national, l'approche nationale, ouverte est recommandée.

COMPOSANTE 2.2

- Assistance technique pour établir la base de données de normalisation des effectifs des établissements de santé (**150 000 USD) n° 22**
  Pour cette assistance, l'approche internationale ouverte est recommandée.

SELECTION FONDEE SUR LES QUALIFICATIONS DU CONSULTANT (SQC)

Quatre (4) marchés sont proposés pour la sélection fondée sur les qualifications du Consultant avec une approche nationale ouverte pour une meilleure célérité dans la réalisation des missions envisagées.
Il s'agit des marchés ci-après :

COMPOSANTE 2.1

- Recrutement d'un cabinet pour l'élaboration/révision des documents normatifs du MSHP (**30 000 USD) n°20**

COMPOSANTE 2.2

Official Use Only

- Recrutement d'un consultant pour l'élaboration du plan stratégique national pour le développement des ressources humaines dans le domaine de la santé (**20 000 USD) n° 21**

COMPOSANTE 2.3

- Recrutement d'un consultant au compte du Service de modernisation des systèmes d'information (SMSI) pour améliorer la gouvernance, l'infrastructure numérique et l'interopérabilité dans tous les sous-systèmes d'information sur la santé (**20 000 USD) n°23**
- Recrutement d'un consultant pour réviser et renforcer le cadre juridique et institutionnel de l'état civil afin de l'aligner sur les standards internationaux **(20 000 USD) n°24**.

SELECTION FONDEE SUR LE MOINDRE COÛT (SMC)

Un marché est proposé pour la sélection au moindre coût avec une approche nationale, ouverte. Il s'agit du marché ci-après :

- Recrutement d'un Cabinet d'audit externe des comptes **(30 000 USD) n°25**.

RECRUTEMENT DE CONSULTANTS INDIVIDUELS (CI)

COMPOSANTE 1.3

Recrutement d'un consultant pour appuyer la mise en œuvre du volet indigent **(20 000 USD) n°19**

NB : Voir en annexe la liste de quelques fournisseurs et consultants potentiels

Official Use Only

3 ANALYSE DES RISQUES LIES A LA PASSATION DES MARCHES

La matrice ci-dessous présente l'analyse des risques

3.1 Marchés de fournitures et services

Description du risque	Description des mesures d'atténuation	Détenteur du risque
Consultation des mêmes fournisseurs	- Mettre à jour les bases de données des fournisseurs ; - Diversifier les fournisseurs	UGP, SPM
Fourniture des équipements non conformes aux commandes	- Définir clairement les spécifications techniques conformes aux sollicitations - Contrôler et comparer systématiquement des commandes et spécifications	Directions/services de mise en œuvre
Fourniture des commandes non conformes aux spécimens	- Fournir les spécimens conformes aux sollicitations - Contrôler et comparer systématiquement des commandes aux spécimens	Directions/services de mise en œuvre
Infructuosité des appels d'offres	- Elaborer clairement les DAO en conformité avec les besoins/spécifications exprimés - Inciter les fournisseurs à se formaliser/régulariser vis-à-vis de l'administration fiscale	Directions/services de mise en œuvre Fournisseurs
Résiliation des contrats en cours	- Respecter les engagements contractuels - Vérifier les informations fournies par les soumissionnaires	Fournisseurs Bénéficiaires

3.2 Marchés de services consultants

Description du risque	Description des mesures d'atténuation	Détenteur du risque
Annulation des missions de consultance	- Définir clairement les termes de référence (TDR) - Diligenter le suivi des termes de référence (TDR) - Respecter les délais mentionnés dans les PAO	Services techniques, UGP

Official Use Only

	- Identifier/répertorier les compétences locales dans les domaines spécifiques	
Absence d'un comité fonctionnel de validation des livrables	- Organiser régulièrement des séances de lecture et de validation	UGP, Experts, services bénéficiaires

Official Use Only

3.3 Marchés de travaux

Description du risque	Description des mesures d'atténuation	Détenteur du risque
Non-respect des délais de livraison	- Respecter le contenu du Cahier des charges - Contrôle/Suivi régulier et rigoureux de l'exécution du contrat en fonction du cahier des charges - Veiller au choix rigoureux des entreprises	UGP, entreprises
Qualité des ouvrages	- Suivi régulier des travaux - Cahiers de descriptions techniques bien élaborées	UGP, entreprises
Retards de paiement	- Veiller à l'exhaustivité des pièces justificatives pour le paiement des marchés	UGP, entreprises

Official Use Only

4 OBJECTIFS ET CONDITIONS DE REUSSITE DE LA PASSATION DES MARCHES

Les objectifs de passation de marchés, identifiés et à considérer pour permettre une réalisation des objectifs du projet dans des conditions optimales, sont ceux-ci-après :

1. Utiliser des méthodes de passation des marchés qui conduisent aux résultats attendus ;
2. Anticipation sur l'élaboration des TDR et des spécifications techniques ;
3. Acquérir les biens et les services à temps répondant aux besoins du projet ;
4. Evaluation des offres par des personnes disponibles, qualifiées et compétentes ;
5. Eviter les retards dans l'exécution des contrats ;
6. Obtenir, à moindre coût et de manière efficiente, les biens et services de qualité ;
7. Examens mensuels de l'état de mise en œuvre du PPM et identification des mesures nécessaires pour le respect de la planification (Respect du calendrier prévisionnel (dates prévues) et des délais de passation des marchés) ;
8. Renforcement des capacités de l'ensemble des intervenants du projet sur le règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement – édition septembre 2023.
9. Elaboration des Plans de Gestion des Contrats (PGC).

Official Use Only

5 APPROCHE DE PASSATION DES MARCHES

5.1 Marchés de travaux

APPEL D'OFFRES NATIONAL (AON)

COMPOSANTE1.1

Installations de points d'eau (puits et forage) pour les régions de Kindia, Labé, Faranah et Kankan **n° 1 (2 000 000 USD).**

- **Attribut**	**Disposition choisie**	**Résumé de la justification/Logique**
Spécifications	Spécifications Conformes au contexte et aux standards retenus	Utilisation des spécifications standards Participation des services concernés à la conception des spécifications techniques
Exigences en matière de développement durable	Non	Sans objet
Document type	DTPM (Dossier type de passation des marchés) de la Banque version juillet 2023.	Travaux assez simples
Type de contrat	Classique	
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Prix unitaire	Durée assez courte
Relation avec le prestataire	Collaborative et équitable	Services spécialisés, fournisseurs connus
Révision de prix	Non	Durée du marché inférieure à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Vérification des critères de qualification Garantie de bonne exécution	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	Appel d'offres national (AON)	Compétition ouverte
Approche du marché	A. Type de compétition : Ouverte B. Une seule enveloppe en une seule étape C. BAFO (Non) D. Négociations (Non)	Les besoins et les caractéristiques des services seront clairement définis pour permettre aux soumissionnaires de proposer leurs offres. Les critères de qualification seront adaptés à la situation du marché

Official Use Only

5.2 Marches des fournitures et services non consultants

L'approche de passation des marchés pour cette catégorie est présentée ci-après :

APPELS D'OFFRES INTERNATIONAUX (AOI)

Ils concernent les marchés ci-après :

COMPOSANTE 1.1 :

- Acquisition de matériel roulant dont : 19 cliniques mobiles pour les Régions de Boké, Mamou, Kindia et N'Zérékoré et 4 véhicules Stations Wagons pour les Directions du MSHP (1 650 000 USD) **n°10/ (1 650 000 USD)**

Spécifications	Spécifications Conformes au contexte et aux standards retenus	Utilisation des spécifications standards Participation des services concernés à la conception des spécifications techniques
Exigences en matière de développement durable	Non	Sans objet
Document type		DTPM (Dossier type de passation des marchés) de la Banque version juillet 2023.
Type de contrat	Contrats fournitures	
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Prix unitaire	
Relation avec le prestataire	Collaborative et équitable	Services spécialisés
Révision de prix	Non	Durée du marché inférieure à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Vérification des critères de qualification	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	Appel d'Offre International (AOI) avec utilisation des critères notés	Compétition ouverte
Approche du marché	A. Type de compétition : Ouverte B. Deux enveloppes en une seule étape D. Négociations (Non)	Les besoins et les caractéristiques des services seront clairement définis pour permettre aux soumissionnaires de proposer leurs offres. Les critères de qualification seront adaptés à la situation du marché
Pré/ Post Qualification	Post-qualification	Les prestataires qualifiés existent sur le plan national et international
Évaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté (pour les offres anormalement basses)	Conformément aux dispositions du Nouveau Cadre de la Passation des marchés

Official Use Only

Préférence nationale	Non applicable	Non applicable
Méthode d’évaluation	Oui	Critères notés

Official Use Only

Fourniture et Installation de panneaux solaires pour le niveau (régional, préfectoral et communautaire) pour les régions de Kindia, Labé, Faranah et Kankan **(2 500 000 USD) n°6**

Spécifications	**Spécifications Conformes au contexte et aux standards retenus**	**Utilisation des spécifications standards** **Participation des services concernés à la conception des spécifications techniques**
Exigences en matière de développement durable	Non	Sans objet
Document type		DTPM (Dossier type de passation des marchés) de la Banque version juillet 2023.
Type de contrat	Contrats fournitures	
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Prix unitaire	
Relation avec le prestataire	Collaborative et équitable	Services spécialisés
Révision de prix	Non	Durée du marché inférieure à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Vérification des critères de qualification	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	Appel d'Offre International (AOI) avec utilisation des critères notés	Compétition ouverte
Approche du marché	A. Type de compétition : Ouverte B. Deux enveloppes en une seule étape D. Négociations (Non)	Les besoins et les caractéristiques des services seront clairement définis pour permettre aux soumissionnaires de proposer leurs offres. Les critères de qualification seront adaptés à la situation du marché
Pré/ Post Qualification	Post-qualification	Les prestataires qualifiés existent sur le plan national et international
Évaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté (pour les offres anormalement basses)	Conformément aux dispositions du Nouveau Cadre de la Passation des marchés
Préférence nationale	Non applicable	Non applicable
Méthode d'évaluation	Oui	Critères notés

Official Use Only

SELECTION DIRECTE

Acquisition des équipements médicaux, mobilier médical et instrumentation en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU). **(3 500 000 USD) n° 2**

Spécifications	Conformes au contexte et aux standards retenus	Utilisation de termes de référence complets, permettant d'avoir une bonne approche des missions
Exigences en matière de développement durable	Accord avec les communautés	Pour assurer une gestion environnementale et sociale durable
Type de contrat	A rémunération forfaitaire	Contrat standard
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Temps passé	Durée normale
Relation avec le Consultant	Collaborative et équitable	Collaboration
Révision de prix	Sans objet	Durée du marché inférieure à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Contrat entente directe	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	Sélection directe	Convention avec UN
Approche du marché	A. Type de compétition : sélection directe B. Négociations (Oui)	Convention avec UN
Pré/ Post Qualification	Non applicable	
Évaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté après négociation	Conformément aux dispositions du Nouveau Cadre de la Passation des marchés de la Banque Mondiale

Fourniture des suppléments micronutriments en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU). **(2 500 000 USD) n° 5**

Spécifications	Conformes au contexte et aux standards retenus	Utilisation de termes de référence complets, permettant d'avoir une bonne approche des missions
Exigences en matière de développement durable	Accord avec les communautés	Pour assurer une gestion environnementale et sociale durable
Type de contrat	A rémunération forfaitaire	Contrat standard
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Temps passé	Durée normale
Relation avec le Consultant	Collaborative et équitable	Collaboration
Révision de prix	Sans objet	Durée du marché inférieure à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Contrat entente directe	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	Sélection directe	Convention avec UN
Approche du marché	A. Type de compétition : sélection directe B. Négociations (Oui)	Convention avec UN
Pré/ Post Qualification	Non applicable	

Official Use Only

Evaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté après négociation	Conformément aux dispositions du Nouveau Cadre de la Passation des marchés de la Banque Mondiale

- Convention avec la PCG pour l'achat et la distribution des médicaments et consommables pour la bonne mise en œuvre des plateformes partagées **(2 500 000 USD) n°7**

Spécifications	**Conformes au contexte et aux standards retenus**	**Utilisation de termes de référence complets, permettant d'avoir une bonne approche des missions**
Exigences en matière de développement durable	Accord avec les communautés	Pour assurer une gestion environnementale et sociale durable
Type de contrat	A rémunération forfaitaire	Contrat standard
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Temps passé	Durée normale
Relation avec le Consultant	Collaborative et équitable	Collaboration
Révision de prix	Sans objet	Durée du marché inférieure à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Contrat entente directe	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	Sélection directe	Convention avec la PCG
Approche du marché	A. Type de compétition : sélection directe B. Négociations (Oui)	Convention avec la PCG
Pré/ Post Qualification	Non applicable	
Évaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté après négociation	Conformément aux dispositions du Nouveau Cadre de la Passation des marchés de la Banque Mondiale

COMPOSANTE 3.1

Logiciel de gestion comptable multi-projets **(45 000 USD) n°13**

Spécifications	**Conformes au contexte et aux standards retenus**	**Utilisation de termes de référence complets, permettant d'avoir une bonne approche des missions**
Exigences en matière de développement durable	Accord avec les communautés	Pour assurer une gestion environnementale et sociale durable
Type de contrat	A rémunération forfaitaire	Contrat standard

Official Use Only

Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Temps passé	Durée normale
Relation avec le Consultant	Collaborative et équitable	Collaboration
Révision de prix	Sans objet	Durée du marché inférieure à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Contrat entente directe	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	Sélection directe	
Approche du marché	A. Type de compétition : sélection directe B. Négociations (Oui)	
Pré/ Post Qualification	Non applicable	
Évaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté après négociation	Conformément aux dispositions du Nouveau Cadre de la Passation des marchés de la Banque Mondiale

Official Use Only

DEMANDE DE COTATIONS

COMPOSANTE 1.1

Acquisition du petit matériel de gestion des déchets biomédicaux (Brouettes, bottes, imperméables, stylos, sac à dos, etc). (**300 000 USD) n°4**

Attribut	Disposition choisie	Résumé de la justification/Logique
Spécifications	Spécifications Conformes au contexte et aux standards retenus	Utilisation des spécifications standards
Exigences en matière de développement durable	Non	Sans objet
Type de contrat	Contrats de marché de travaux	DTPM (Dossier type de passation des marchés) de la Banque
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Prix unitaire	
Relation avec le prestataire	Collaborative et équitable	Services spécialisés
Révision de prix	Non	Durée du marché inférieure à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Vérification des critères de qualification	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	Demande de cotation (DC)	Compétition restreinte
Approche du marché	A. Type de compétition : Restreint B. Une seule enveloppe en une seule étape D. Négociations (Non)	Les besoins et les caractéristiques des services seront clairement définis pour permettre aux prestataires de proposer leurs offres. Les critères de qualification seront adaptés à la situation du marché
Pré/ Post Qualification	Post-qualification	Les entreprises qualifiées existent au plan national
Évaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté (pour les offres anormalement basses)	Conformément aux dispositions du Nouveau Cadre de la Passation des marchés
Préférence nationale	Non applicable	Non applicable

- Acquisition des équipements de gestion des déchets biomédicaux (10 Incinérateurs) en faveur des régions de Boké, Mamou, Labé, Faranah et N'Nzérékoré (**498 500 USD) n°3**

Attribut	Disposition choisie	Résumé de la justification/Logique
Spécifications	Spécifications Conformes au contexte et aux standards retenus	Utilisation des spécifications standards
Exigences en matière de développement durable	Non	Sans objet
Type de contrat	Contrats de marché de travaux	DTPM (Dossier type de passation des marchés) de la Banque
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Prix unitaire	
Relation avec le prestataire	Collaborative et équitable	Services spécialisés
Révision de prix	Non	Durée du marché inférieure à 18 mois

Forme du marché (termes et conditions)	Vérification des critères de qualification	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	Demande de cotation (DC)	Compétition restreinte
Approche du marché	A. Type de compétition : Restreint B. Une seule enveloppe en une seule étape D. Négociations (Non)	Les besoins et les caractéristiques des services seront clairement définis pour permettre aux prestataires de proposer leurs offres. Les critères de qualification seront adaptés à la situation du marché
Pré/ Post Qualification	Post-qualification	Les entreprises qualifiées existent au plan national
Évaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté (pour les offres anormalement basses)	Conformément aux dispositions du Nouveau Cadre de la Passation des marchés
Préférence nationale	Non applicable	Non applicable

COMPOSANTE 1.3

- Acquisition des kits de surveillance/travail pour les ASC et RECO (registres, imperméables, sacs à dos, stylo, bottes, mégaphones, lampe torche, tee-shirt, balance **…(498 000 USD) n°8**
- Acquisition des kits d'hygiène pour les femmes enceintes et allaitantes vues en CPN, CPoN… **(495 000 USD) n°9**

Attribut	**Disposition choisie**	**Résumé de la justification/Logique**
Spécifications	Spécifications Conformes au contexte et aux standards retenus	Utilisation des spécifications standards
Exigences en matière de développement durable	Non	Sans objet
Type de contrat	Contrats de marché de travaux	DTPM (Dossier type de passation des marchés) de la Banque
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Prix unitaire	
Relation avec le prestataire	Collaborative et équitable	Services spécialisés
Révision de prix	Non	Durée du marché inférieure à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Vérification des critères de qualification	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	Demande de cotation (DC)	Compétition restreinte
Approche du marché	A. Type de compétition : Restreint B. Une seule enveloppe en une seule étape D. Négociations (Non)	Les besoins et les caractéristiques des services seront clairement définis pour permettre aux prestataires de proposer leurs offres. Les critères de qualification seront adaptés à la situation du marché
Pré/ Post Qualification	Post-qualification	Les entreprises qualifiées existent au plan national
Évaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté (pour les offres anormalement basses)	Conformément aux dispositions du Nouveau Cadre de la Passation des marchés
Préférence nationale	Non applicable	Non applicable

COMPOSANTE 3.1

Official Use Only

- Acquisition des équipements informatiques et de reprographie en faveur de : Les gestionnaires de données des cinq régions, les UTR des cinq régions, les directions de mise en œuvre du projet et l'Unité de Gestion des Projets. (**495 000 USD) n°11**
- Fourniture par marché à commande des fournitures de bureau pour l'Unité de Gestion du Projet. (**75 000 USD) n°12**
- Prestataire de service pour l'édition et l'impression des outils de gestion financière pour les structures sanitaires déconcentrées (**150 000 USD) n°15**
- Prestataire de service pour l'entretien et la réparation du matériel roulant (véhicules) des DRS, DPS, BSD, UGP et Unité des 7 Régions. (**175 000 USD) n°16**
- Prestataire de service pour l'assurance du personnel contractuel et le matériel roulant (véhicules et motos). (**150 000) n°17**

Attribut	**Disposition choisie**	**Résumé de la justification/Logique**
Spécifications	Spécifications Conformes au contexte et aux standards retenus	Utilisation des spécifications standards
Exigences en matière de développement durable	Non	Sans objet
Type de contrat	Contrats de marché de travaux	DTPM (Dossier type de passation des marchés) de la Banque
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Prix unitaire	
Relation avec le prestataire	Collaborative et équitable	Services spécialisés
Révision de prix	Non	Durée du marché inférieure à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Vérification des critères de qualification	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	Demande de cotation (DC)	Compétition restreinte
Approche du marché	A. Type de compétition : Restreint B. Une seule enveloppe en une seule étape D. Négociations (Non)	Les besoins et les caractéristiques des services seront clairement définis pour permettre aux prestataires de proposer leurs offres. Les critères de qualification seront adaptés à la situation du marché
Pré/ Post Qualification	Post-qualification	Les entreprises qualifiées existent au plan national
Évaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté (pour les offres anormalement basses)	Conformément aux dispositions du Nouveau Cadre de la Passation des marchés

COMPOSANTE 3.2

Acquisition des outils de gestion en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU, HP) **(498 000 USD) n°14**

Attribut	**Disposition choisie**	**Résumé de la justification/Logique**
Spécifications	Spécifications Conformes au contexte et aux standards retenus	Utilisation des spécifications standards
Exigences en matière de développement durable	Non	Sans objet

Official Use Only

Type de contrat	Contrats de marché de travaux	DTPM (Dossier type de passation des marchés) de la Banque
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Prix unitaire	
Relation avec le prestataire	Collaborative et équitable	Services spécialisés
Révision de prix	Non	Durée du marché inférieure à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Vérification des critères de qualification	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	Demande de cotation (DC)	Compétition restreinte
Approche du marché	A. Type de compétition : Restreint B. Une seule enveloppe en une seule étape D. Négociations (Non)	Les besoins et les caractéristiques des services seront clairement définis pour permettre aux prestataires de proposer leurs offres. Les critères de qualification seront adaptés à la situation du marché
Pré/ Post Qualification	Post-qualification	Les entreprises qualifiées existent au plan national
Évaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté (pour les offres anormalement basses)	Conformément aux dispositions du Nouveau Cadre de la Passation des marchés

Official Use Only

5.3 Marches des services consultants

SÉLECTION FONDÉE SUR LA QUALITÉ ET LE COÛT (SFQC)

La SFQC concerne les marchés ci-après :

COMPOSANTE 1.2

Sélection de 4 ONG locales qui auront pour mission d'obtenir et de vérifier les résultats dans la préfecture choisie pour l'opération pilote de financement basé sur les résultats (Kindia, Labé, Faranah et Kankan **) (1 200 000 USD) n°18**

Attribut	Disposition choisie	Résumé de la justification/Logique
Spécifications	TDRs Conformes au contexte et aux standards retenus	Utilisation de termes de référence complets, permettant d'avoir une bonne approche des missions
Exigences en matière de développement durable	Accord avec les communautés	Pour assurer une gestion environnementale et sociale durable
Type de contrat	A rémunération forfaitaire	Contrat standard Conformément au DTPM
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Forfaitaire	Durée normale
Relation avec le Consultant	Collaborative et équitable	Accord sur les objectifs à atteindre pour les deux parties
Révision de prix	Sans objet	Durée du marché inférieure à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Contrat de consultant Firme, à la suite d'une Demande de Propositions	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	S.F.Q.C	Combinaison des critères de qualité technique et de coût ouvert
Approche du marché	A. Type de compétition : concurrence nationale B. Un pli contenant deux enveloppes (proposition technique et proposition financière) avec ouverture en 2 étapes (ouverture des propositions technique puis ouverture des propositions financières) C. Négociations (Oui)	Une manifestation d'intérêt permettra de présélectionner les meilleurs consultants. Compte tenu fait qu'il existe assez d'ONG au plan national, l'approche nationale, ouverte est recommandée.
Pré/ Post	Présélection par publication d'avis à manifestation d'intérêt	Marchés de Services de consultants Sélection SFQC
Évaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté après négociation	Conformément aux dispositions du Nouveau Cadre de la Passation des marchés
Préférence nationale	Non applicable	Sans objet

Official Use Only

Official Use Only

COMPOSANTE 2.2

- Assistance technique pour établir la base de données de normalisation des effectifs des établissements de santé…
  (150 000 USD) n° 22

Pour cette assistance, l'approche internationale ouverte est recommandée.

Spécifications	**TDRs Conformes au contexte et aux standards retenus**	**Utilisation de termes de référence complets, permettant d'avoir une bonne approche des missions**
Exigences en matière de développement durable	Accord avec les communautés	Pour assurer une gestion environnementale et sociale durable
Type de contrat	A rémunération forfaitaire	Contrat standard Conformément au DTPM
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Forfaitaire	Durée normale
Relation avec le Consultant	Collaborative et équitable	Accord sur les objectifs à atteindre pour les deux parties
Révision de prix	Sans objet	Durée du marché inférieure à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Contrat de consultant Firme, à la suite d'une Demande de Propositions	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	S.F.Q.C	Combinaison des critères de qualité technique et de coût ouvert
Approche du marché	A. Type de compétition : concurrence internationale B. Un pli contenant deux enveloppes (proposition technique et proposition financière) avec ouverture en 2 étapes (ouverture des propositions technique puis ouverture des propositions financières) C. Négociations (Oui)	Une manifestation d'intérêt permettra de présélectionner les meilleurs consultants
Pré/ Post	Présélection par publication d'avis à manifestation d'intérêt	Marchés de Services de consultants Sélection SFQC
Évaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté après négociation	Conformément aux dispositions du Nouveau Cadre de la Passation des marchés
Préférence nationale	Non applicable	Sans objet

Official Use Only

SELECTION BASEE SUR LES QUALIFICATIONS DU CONSULTANT (SQC)

COMPOSANTE 2.1

- Recrutement d'un cabinet pour l'élaboration/révision des documents normatifs du MSHP **(30 000 USD) n°20**

Spécifications	**Conformes au contexte et aux standards retenus**	**Utilisation de termes de référence complets, permettant d'avoir une bonne approche des missions**
Exigences en matière de développement durable	Accord avec les communautés	Pour assurer une gestion environnementale et sociale durable
Type de contrat	A rémunération forfaitaire	Contrat standard
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Forfaitaire	Durée normale
Relation avec le Consultant	Collaborative et équitable	Qualité technique de la proposition et coût des services
Révision de prix	Sans objet	Durée du marché inférieure à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Contrat de consultant Firme	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	SQC	Méthode souple et rapide pour sélectionner un cabinet. Seul le consultant retenu sur la liste restreinte est invité à présenter une proposition technique et financière.
Approche du marché	A. Type de compétition : Mise en concurrence nationale ouverte B. Négociations (Oui)	Le cabinet qui présente le meilleur niveau de qualifications et d'expérience en rapport avec la mission est invitée à soumettre ses propositions technique et financière aux fins de négociations.
Pré/ Post Qualification	Sélection initiale après publication d'un Avis à Manifestation d'Intérêt	Sélection de Consultants Firmes
Évaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté après négociation	Conformément aux dispositions du Nouveau Cadre de la Passation des marchés

COMPOSANTE 2.2

- Recrutement d'un consultant pour l'élaboration du plan stratégique national pour le développement des ressources humaines dans le domaine de la santé (**20 000 USD) n° 21**

Spécifications	**Conformes au contexte et aux standards retenus**	**Utilisation de termes de référence complets, permettant d'avoir une bonne approche des missions**
Exigences en matière de développement durable	Accord avec les communautés	Pour assurer une gestion environnementale et sociale durable
Type de contrat	A rémunération forfaitaire	Contrat standard
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Forfaitaire	Durée normale
Relation avec le Consultant	Collaborative et équitable	Qualité technique de la proposition et coût des services
Révision de prix	Sans objet	Durée du marché inférieure à 18 mois

Official Use Only

Forme du marché (termes et conditions)	Contrat de consultant Firme	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	SQC	Méthode souple et rapide pour sélectionner un cabinet. Seul le consultant retenu sur la liste restreinte est invité à présenter une proposition technique et financière.
Approche du marché	A. Type de compétition : Mise en concurrence nationale ouverte B. Négociations (Oui)	Le cabinet qui présente le meilleur niveau de qualifications et d'expérience en rapport avec la mission est invitée à soumettre ses propositions technique et financière aux fins de négociations.
Pré/ Post Qualification	Sélection initiale après publication d'un Avis à Manifestation d'Intérêt	Sélection de Consultants Firmes
Évaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté après négociation	Conformément aux dispositions du Nouveau Cadre de la Passation des marchés

COMPOSANTE 2.3

- Recrutement d'un consultant au compte du Service de modernisation des systèmes d'information (SMSI) pour améliorer la gouvernance, l'infrastructure numérique et l'interopérabilité dans tous les sous-systèmes d'information sur la santé (**20 000 USD) n°23**

Spécifications	**Conformes au contexte et aux standards retenus**	**Utilisation de termes de référence complets, permettant d'avoir une bonne approche des missions**
Exigences en matière de développement durable	Accord avec les communautés	Pour assurer une gestion environnementale et sociale durable
Type de contrat	A rémunération forfaitaire	Contrat standard
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Forfaitaire	Durée normale
Relation avec le Consultant	Collaborative et équitable	Qualité technique de la proposition et coût des services
Révision de prix	Sans objet	Durée du marché inférieure à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Contrat de consultant Firme	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	SQC	Méthode souple et rapide pour sélectionner un cabinet. Seul le consultant retenu sur la liste restreinte est invité à présenter une proposition technique et financière.
Approche du marché	A. Type de compétition : Mise en concurrence nationale ouverte B. Négociations (Oui)	Le cabinet qui présente le meilleur niveau de qualifications et d'expérience en rapport avec la mission est invitée à soumettre ses propositions technique et financière aux fins de négociations.
Pré/ Post Qualification	Sélection initiale après publication d'un Avis à Manifestation d'Intérêt	Sélection de Consultants Firmes

- Recrutement d'un consultant pour réviser et renforcer le cadre juridique et institutionnel de l'état civil afin de l'aligner sur les standards internationaux (**20 000 USD) n°24**

Official Use Only

Spécifications	**Conformes au contexte et aux standards retenus**	**Utilisation de termes de référence complets, permettant d'avoir une bonne approche des missions**
Exigences en matière de développement durable	Accord avec les communautés	Pour assurer une gestion environnementale et sociale durable
Type de contrat	A rémunération forfaitaire	Contrat standard
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Forfaitaire	Durée normale
Relation avec le Consultant	Collaborative et équitable	Qualité technique de la proposition et coût des services
Révision de prix	Sans objet	Durée du marché inférieure à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Contrat de consultant Firme	Pour rassurer le Client sur la bonne exécution du marché
Méthode de sélection	SQC	Méthode souple et rapide pour sélectionner un cabinet. Seul le consultant retenu sur la liste restreinte est invité à présenter une proposition technique et financière.
Approche du marché	A. Type de compétition : Mise en concurrence nationale ouverte B. Négociations (Oui)	Le cabinet qui présente le meilleur niveau de qualifications et d'expérience en rapport avec la mission est invitée à soumettre ses propositions technique et financière aux fins de négociations.
Pré/ Post Qualification	Sélection initiale après publication d'un Avis à Manifestation d'Intérêts	Sélection de Consultants Firmes

SELECTION FONDEE SUR LE MOINDRE COÛT (SMC)

- Recrutement d'un Cabinet d'audit externe des comptes **(30 000 USD) n°25.**

Spécifications	TDRs Conformes au contexte et aux standards retenus
Exigences en matière de développement durable	Accord avec les communautés
Type de contrat	A rémunération forfaitaire
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Forfaitaire
Relation avec le Consultant	Collaborative et équitable
Révision de prix	Sans objet
Forme du marché (termes et conditions)	Contrat de consultant Firme, à la suite d'une Demande de Propositions
Méthode de sélection	Sélection au moindre coût (SMC)
Approche du marché	A. Type de compétition : concurrence nationale B. Un pli contenant deux enveloppes (proposition technique et proposition financière) avec ouverture en 2

Official Use Only

	étapes (ouverture des propositions technique puis ouverture des propositions financières) C. Négociations (Oui)
Pré/ Post	Présélection par publication d'avis à manifestation d'intérêt
Évaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté après négociation
Préférence nationale	Non applicable

RECRUTEMENT DE CONSULTANTS INDIVIDUELS (CI)

COMPOSANTE 1.3

Recrutement d'un consultant pour appuyer la mise en œuvre du volet indigent (**20 000 USD)**
n°19

Attribut	Disposition choisie	Résumé de la justification/Logique
Spécifications	Conformes au contexte et aux standards retenus	Utilisation de termes de référence complets, permettant d'avoir une bonne approche des missions
Exigences en matière de développement durable	Accord avec les communautés	Pour assurer une gestion environnementale et sociale durable
Type de contrat	A rémunération forfaitaire	Contrat standard
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Forfaitaire	Durée normale
Relation avec le Consultant	Collaborative et équitable	Qualité technique de la proposition et coût des services
Révision de prix	Sans objet	
Forme du marché (termes et conditions)	Contrat de consultant individuel	
Méthode de sélection	Consultant individuel (CI)	
Approche du marché	A. Type de compétition : Mise en concurrence nationale ouverte B. Négociations (Oui)	Une manifestation d'intérêt permettra de présélectionner le meilleur consultant
Pré/ Post Qualification	Non applicable	Sélection de Consultants individuels
Évaluation des coûts	Prix de la soumission ajusté après négociation	Conformément aux dispositions du Nouveau Cadre de la Passation des marchés

Procédures privilégiées pour les activités à faible valeur et à faible risque

Composante	Activité	Catégorie	Coût estimé en USD	Procédures de passation de marché

Official Use Only

C1.1	Acquisition du petit matériel de gestion des déchets biomédicaux (Brouettes, bottes, imperméables, stylos, sac à dos, etc.). **n°4**	fournitures	**300 000**	Demande de cotation, national, restreint
C1.3	Acquisition des kits de surveillance/travail pour les ASC et RECO (registres, imperméables, sacs à dos, stylo, bottes, mégaphones, lampe torche, tee-shirt, balance .. n°8	fournitures	498 000	Demande de cotation, national, restreint
C1.3	Recrutement d'un consultant pour appuyer la mise en œuvre du volet indigent (**USD) n°20**	Consultant	20 000	individuel National, ouvert

Official Use Only

CONCLUSION

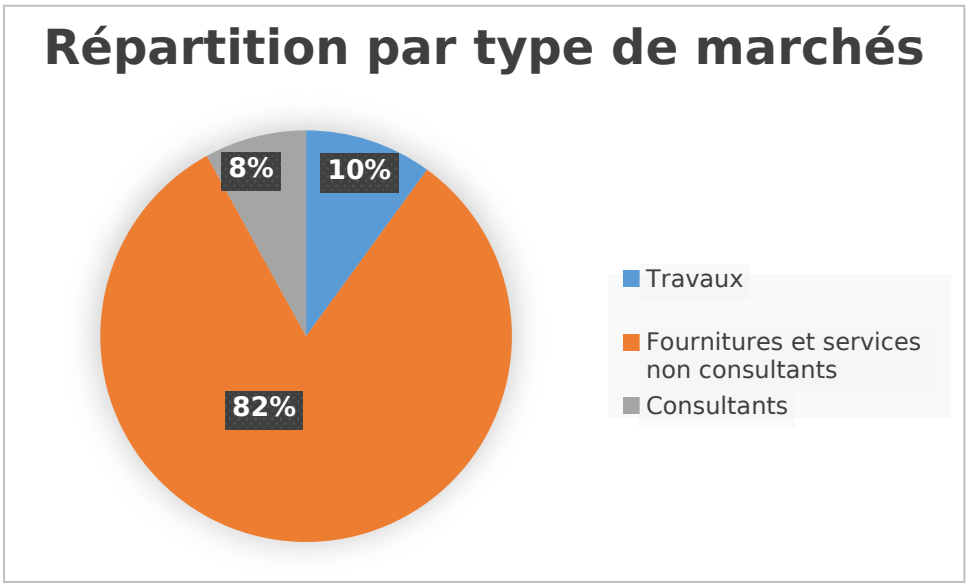
En résumé, on peut conclure que le contexte opérationnel est relativement propice à la bonne réalisation de la passation des marchés dans le projet santé même si la situation sociopolitique est très fragile car liée notamment à l'incertitude sur le calendrier de la transition.

Du point de vue des marchés, ce stade, vingt-cinq marchés (25) sont identifiés dans ce projet dont un (1) marché de travaux, seize (16) marchés de fournitures et services non consultants et huit (08) marchés de services consultants.

De manière générale, les différents marchés présentent un volume d'affaires assez important et peuvent intéresser les soumissionnaires internationaux.

Une analyse selon le principe des 80/20 de Pareto permet de se rendre compte que la concentration des efforts sur un nombre de 7 marchés parmi les 25 prévus garantit une gestion optimale du budget à hauteur de 82,71 %. Il s'agit des marchés ci-après : 2, 6, 7, 5, 1, 10 et 18. Le reste, soit 18 marchés, ne couvre que 17,29 % du budget.

La répartition des types de marchés est représentée ci-dessous



Official Use Only

RESUME DE LA PPSD ET DES DISPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Le Projet de Transformation du Système de Santé en Guinée (PTSS : P506072) vise à améliorer l'utilisation des services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile, adolescente et nutritionnelle dans les sept (7) régions administratives du pays.

Il fait suite au Projet de renforcement des services et des capacités de santé en Guinée (PRSCS : P163140) clôturé le 30 juin 2024. La nouvelle opération vise à s'appuyer sur les résultats positifs et les enseignements tirés de la mise en œuvre du PRSCS, afin de poursuivre l'intervention à Kankan et à Kindia et de l'étendre à cinq autres régions. L'opération est également prévue pour être préparée rapidement et éviter des interruptions dans les interventions à Kankan et Kindia.

Le projet fournira un financement pour les dépenses opérationnelles des établissements de santé et soutiendra la mise en œuvre d'un programme de financement axé sur les résultats (FBR) pour augmenter les fonds et l'autonomie des établissements de santé.

Ce projet prendra en charge le personnel recruté dans les deux (2) régions en attendant leur intégration dans les effectifs de la fonction publique par le gouvernement. Il renforcera également les services de SRMNIA-N dans toutes les régions (à l'exception de la capitale), comblant ainsi les lacunes financières pour atteindre les objectifs décrits dans le Plan National de Développement de la Santé (PNDS 2015-2024) et le Dossier d'Investissement (DI).

Résumé du PPSD à refléter dans le PAD (préparation) de la Banque

Intitulé, description et catégorie du marché	Coût estimé (USD) et évaluation du risque	Contrôle de la Banque	Méthodes de sélection	Méthodes d'évaluation
			• Pré-qualification/post-qualification ou sélection initiale • DTPM (AAP/ADO) • Dialogue Compétitif • Accord-cadre • Enchères électroniques inversées • SFQC/SFQT, etc. • Négociations • MOF	
Services de Consultants				

Official Use Only

Sélection de 4 ONG locales qui auront pour mission d'obtenir et de vérifier les résultats dans la préfecture choisie pour l'opération pilote de financement basé sur les résultats (Kindia, Labé, Faranah et Kankan) **n°18**	1 200 000	**Post**	**SFQC national ouvert**	Qualifications et Expérience
Recrutement d'un consultant pour appuyer la mise en œuvre du volet indigent **n°19**	20 000	**Post**	**CI national ouvert**	Qualifications et Expérience
Recrutement d'un cabinet pour l'élaboration/révision des documents normatifs du MSHP **n°20**	30 000	**Post**	**SQC national ouvert**	Qualifications et Expérience
Recrutement d'un consultant pour l'élaboration du plan stratégique national pour le développement des ressources humaines dans le domaine de la santé **n°21**	20 000	**Post**	**SQC national ouvert**	Qualifications et Expérience
Assistance technique pour établir la base de données de normalisation des effectifs des établissements de santé **n°22**	**150 000**	**Post**	**SFQC international ouvert**	Qualifications et Expérience
Recrutement d'un consultant au compte du Service de modernisation des systèmes d'information (SMSI) pour améliorer la gouvernance, l'infrastructure numérique et l'interopérabilité dans tous les sous-systèmes d'information sur la santé **n°23**	20 000	**Post**	**SQC national ouvert**	Qualifications et Expérience
Recrutement d'un consultant pour réviser et renforcer le cadre juridique et institutionnel de l'état civil afin de l'aligner sur les standards internationaux **n°24**	20 000	**Post**	**SQC national ouvert**	Qualifications et Expérience
Recrutement d'un Cabinet d'audit externe des comptes.**n°25**	30 000	**Post**	**SMC national ouvert**	Qualifications et Expérience
Fournitures et services autres que services consultants				
Acquisition des équipements médicaux, mobilier médical et instrumentation en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU, HP**) .n°2**	3 500 000	**Post**	**National/restreint Sélection directe**	**Convention avec UN**
Acquisition des équipements de gestion Acquisition des équipements de gestion des déchets biomédicaux (10 Incinérateurs) en faveur des régions de Boké, Mamou, Labé, Faranah et N'Zérékoré**.n° 3**	498 500	**Priori**	**National/restreint**	**Cout évalué moins disant**
Acquisition du petit matériel de gestion des déchets biomédicaux (Brouettes, bottes, imperméables, stylos, sac à dos, etc: **n° 4**	300 000	**Post**	**National/restreint**	**Cout évalué moins disant**
Fourniture des suppléments micronutriments en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU, HP). **n° 5**	2 500 000	**Post**	**National/restreint Sélection directe**	**Convention avec la PCG**

Official Use Only

Fourniture et Installation de panneaux solaires pour le niveau (régional, préfectoral et communautaire) pour les régions de Kindia, Labé, Faranah et Kankan. **n° 6**	2 500 000	**Priori**	**International/ouvert Post qualification**	**Critères notés**
Convention avec la PCG pour l'achat et la distribution des médicaments et consommables pour la bonne mise en œuvre des plateformes partagées .**n° 7**	2 500 000	**Post**	**National/restreint Sélection directe**	**Sélection par Entente directe avec la PCG.**
Acquisition des kits de surveillance/travail pour les ASC et RECO (registres, imperméables, sacs à dos, stylo, bottes, mégaphones, lampe torche, tee-shirt, balances…) **n° 8**	498 500	**Post**	**National/restreint**	**Cout évalué moins disant**
Acquisition des kits d'hygiène pour les femmes enceintes et allaitantes vues en CPN, CPoN…: **n° 9**	495 000	**Post**	**National/restreint**	**Cout évalué moins disant**
Acquisition de matériel roulant dont : 19 cliniques mobiles pour les Régions de Boké, Mamou, Kindia et N'Zérékoré et 4 véhicules Stations Wagons pour les Directions du MSHP **n°10/**	1 650 000	**Post**	**International/ouvert Post qualification**	**Cout évalué moins disant**
Acquisition des équipements informatiques et de reprographie en faveur de : Les gestionnaires de données des cinq régions, les UTR des cinq régions, les directions de mise en œuvre du projet et l'Unité de Gestion des Projets. **n°11**	195 000	**Post**	**National/restreint**	**Cout évalué moins disant**
Fourniture par marché à commande des fournitures de bureau pour l'Unité de Gestion du Projet.**n°12**	75 000	Posteriori	**National/restreint**	**Cout évalué moins disant**
Logiciel de gestion comptable multi-projets **n°13**	45 000	Posteriori	**National/restreint**	**Cout évalué moins disant**
Acquisition des outils de gestion en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU) **n°14**	498 000	Posteriori	**National/restreint**	**Cout évalué moins disant**
Prestataire de service pour l'édition et l'impression des outils de gestion financière pour les structures sanitaires déconcentrées**.n°15**	150 000	Posteriori	**National/restreint**	**Cout évalué moins disant**
Prestataire de service pour l'entretien et la réparation du matériel roulant (véhicules) des DRS, DPS, BSD, UGP et Unité des 7 Régions **n°16**	175 000	Posteriori	**National/restreint**	**Cout évalué moins disant**
Prestataire de service pour l'assurance du personnel contractuel et le matériel roulant (véhicules et motos**). n°17**	95 000	Posteriori	**National/restreint**	**Cout évalué moins disant**
Travaux				

Official Use Only

Installations de points d'eau (puits et forage) pour les régions de Kindia, Labé, Faranah et Kankan **n° 1**	2 000 000	**Post**	**National/ouvert Post qualification**	**Offre la plus avantageuse économique ment.**

Official Use Only

6 ANNEXE : LISTE DES PRESTATAIRES ET FOURNISSEURS LOCAUX

Nom des Cabinets/Bureaux	Adresse	Personne à contacter	Téléphone	E-mail
CABINETS /BUREAU				
Fiduciaire de Guinée, Membre de Pwc	Immeuble Fawaz, Commune de Kaloum, BP : 478, Conakry	Mohamed Lahlou, Directeur	664 00 00 17	mohamed.lahlou@gn.pwc.com
Société d'Expertise Comptable Diarra	Immeuble Alliances Hamdallaye ACI 2000, BP : 2111 Bamako	Mr Sékou DIARRA		-
YZAS BAKER TILLY	10 BP 1046 Abidjan 10, Côte d'Ivoire	Yao Koffi Noel	225 21 75 70 50	info@yzasbti-ci.com
Barouwel Conseil Sarl,	BP 3090, Commune de Dixinn	Moustapha LY	628 56 62 82	barouwel@yahoo.fr
PYRAMIS Audit & Conseil,	Rue 380, Face Palais des Sports, BP E1925, Bamako Mali	Mr Djibril W. DIALLO		contact@pyramis-ac,com
Conseil Santé	92-98, Boulevard Victor Hugo, 92110 CLICHY, FRANCE	Monsieur Olivier KUPERMINC	33 1 55 46 92 60	E-mail : health@conseilsante.com
Société de Développement International Inc.	710 Route de la Suète, Québec, Québec, G1X2R1 Canada	Kotchikpa Gabriel Lawin, PhD	14 184 765 516	contact@sdi-qc.org et sodevi.qc@gmail.com
AFENET	Lugogo House, Ground Floor (Wings B&C), Plot 42, Lugogo By-pass P.O. Box 12874 Kampala, Ouganda	Dr. Simon Antara	25675555567 00	santara@afenet.net
EQUIPEMENT HOSPITALIER				
Technologies Transfert Marburg e.V TTM	auf der Kupferschmiede 1 - 35091 Cöelbe/Germany	Monika MAYER	49 6421 87373 17	monika.mayer@ttm-germany.de
WORLD TRADING LAB Srls	Strada Contrada 309 41126 Modena - Italy	Dr. Andrea MANICARDI, Directeur Général	390 594 430 80	info@worldtradinglab.com
ATI ENVIRONNEMENT	ZI La Saulaie Sud-2, Rue Gustaye Eiffel 45500 GIEN-France	Jean Olivier BROSSEAU, Techno-Commerce Export	622 154 006 33 (0) 2 38 29	info@ati-environnement.com

Official Use Only

			29 02 33 (0) 2 38 31 94 59	
UNIVERS DU MEDICAL GUINEE sarl	Minière Cité, Commune de Dixinn	Simbou TRAORE, Directeur Général	622 208 788	
TIDIANE PRESTATION	Hamdallaye Mosquée, BP : 407 Commune de Ratoma, Conakry	Amadou Tidiane DIALLO, Gérant	622 585 130	
ETS. AMINA SERVICES	Enta Fassa, Commune de Matoto, Conakry	Aminata CONDE, Directrice Générale	622 546 764	
FOURNITURE DE BUREAU				
PAPETERIE HOTIMEX	Manquépas, Commune de Kaloum	Directeur Général		
PAPETERIE CENTRALE	BP : 632	Directeur Général		pap.centrale@biasy.net
ABS SARL	Ex-Immeuble Air Guinée, Rue 050-Quartier Manquepas, Commune de Kaloum BP : 2296 Conakry	Mamadou Saliou ASSIA DIALLO	622 40 55 89 669 07 45 04	assia@absguinee.com
ETS OUMOU HAWA ET SŒURS	Matam, Conakry	Mme Oumou Hawa BAH, Directrice Générale	622 62 19 19	
PRESTATION DE SERVICE				
UGAR	14, Place des Martyrs , BP:179	Mr Moriba DIAKITE, Agence Général Matam	628 47 79 23	djakisfr1@yahoo,fr
SOGAM	Quartier Kouléwondy Commune de KALOUM , BP:4340 Conakry			
MEDIACOURT	Cité chinoise Coléah , BP:6715, BP:2427	Mr Barry Shaikou Yaya , Directeur Général	664.51.58.23	mediacourt2006@yahoo.fr
DK COURTAGE	Quartier Almamya, Commune Kaloum	Mr Karinka DOUMBOUYA, Directeur Général	657 24 57 55	karinkan66@yahoo,fr
LAGUIPRES	Nongo Contéya, Commune de RATOMA, 001 BP:6769 Conakry	Mr BARRY Macka ,Directeur Général		laguipres@yahoo.fr
GARAGE ALIMOU	Quartier Dixinn, Commune de Dixinn, Conakry	Mamadou Alimou BAH, Gérant	622 71 41 01	
ETI S.A	Boulevard du commerce BP:5675 Conakry	Mr DIALLO Ousmane, Responsable internet	631.35.52.88	eti@eti.net.gn

Official Use Only

VDC TELECOM SA	Commune de Kaloum, Conakry		655 55 44 95	
SKY Vision	Commune de Kaloum, Conakry			
PUBLICATION				
Groupe LYNX - LANCE	Immeuble Baldé Zaire Sandervalia, BP:4968 Conakry	Mr DIALLO Amadou ,Service Marketing et Publicité	664.22.41.38	le-lynx@afribone.net.gn / dialloamad2002@yahoo.fr
L'INDEPENDANT	RATOMA centre, Commune de RATOMA 100m après le carrefour Mariador Palace, BP:2427	Mr DIAKITE Mamadou Aliou , Directeur administratif et financier	664.63.09.53	
Le DIPLOMATE	Bomboly (Koloma), Commune de RATOMA après 300m du siège Auto Ecole DEBO direction Cosa, BP:2222	Mr CISSE Sanou Kerfalla ,Directeur Général		hawasanouci@yahoo.fr
JOURNAL DES APPELS D'OFFRES ET OFFRES D'EMPLOIS	Almamya-KALOUM, BP:4034	Mr Ibrahima KONE, Directeur de Publication	664.63.32.12	journaldesappelsdoffres@yahoo.fr
LE NIMBA	Quartier Almamya, Commune de KALOUM, BP: 8668 Conakry	Mme Kadiatou SIMAKAN, Responsable Commerciale	664.70.75.52	lenimba@yahoo.fr
LE REPORTER	Kountia	Dr Bangaly CAMARA, Directeur de Publication		lereporter2003@yahoo.fr
GUINEE ACTUELLE	Sans-fils à coté de "le Makity", BP:3618	Mme CAMARA Aminata ,Directrice de Publication	664.25.78.69	laguineeactuelle@yahoo.fr / laguineeactuelle@hotmail.com
LE QUOTIDIEN	Almamya, Commune de KALOUM,Immeuble CCFA BP:35 Conakry	Mr Siaka KOUYATE, Directeur de Publication		
LE DEFI	Almamya, Commune de KALOUM, Immeuble COGEST , BP: 6633 Conakry	Mr Thierno Mamadou BAH, Directeur de Publication	666.45.41.03	jledefi@yahoo.fr
CONFECTION/IMPRESSION				

Official Use Only

IMP.B CAMARA	Quartier Manquepas 5ème Avenue Commune de KALOUM , BP:542 Conakry	Mr CAMARA Boubacar , Directeur Général	664.21.48.28	imped2000@yahoo.fr
IMPRIMERIE ADAWA	Almamya, Commune de Kaloum, Conaky			
IMPRIMERIE MOUTOU	Quartier Manquépas, Commune de Kaloum, conakry	Mohamed TOURE, Directeur Général	628 10 17 40	imprimeriemoutou@gmail,com
IMPRIMERIE Amadou Diouldé DIALLO (IDAD)	Quartier Lambandji, Commune de Ratoma, Conakry			
VISION 2000 COMMUNICATION	Almamya, BP:1541Conakry		664.63.32.12/ 666.35.64.42	vision2000net@yahoo.fr
BBG Agence	Almamya Commune de Kaloum, BP : 4726, Conakry	Mr Ben Youssouf BARRY, Directeur Général	622 91 60 74	barryyoussoufben@gmail,com
MILL IMPRESSION	BP: 3351 Conakry-République de Guinée	Mr Mathurin MILLIMONO, Directeur	664.24.36.01	
NET IMPRESS	Manquepas, BP: 2939 Commune de Kaloum	Mohamed Kanfory CAMARA, Directeur Général	628 36 39 59	netimpression@yahoo,fr
GROUPE ACTION PLUS	Boulbinet-BP:3350, Conakry Commune de Kaloum			
ENTREPRISE SIMBA	Boulbinet-BP:6050, Conakry Commune de Kaloum	Chérif DIALLO, Directeur	623 24 59 42	tboubacarmindia@gmail,com
IMPRIMERIE PERFECT	Quartier Caméroun, Commune de Dixinn, Conakry	Namonseha Frejus Précieux HEDOKINGBE, Gerant	622 68 09 11 / 669 61 74 24	perfectcom224@gmail.com
EQUIPEMENT INFORMATIQUE				
DIAMATIC SYTEM	Coleah Niger, BP: 5864 Conakry	Mr DIALLO Alpha Amadou , Directeur Général	631.35.04.45 / 664.23.52.56	diamatic@sotelgui.net.gn
MAK TECHNORIUM Sarl	Quartier Sandervalia, Commune de Kaloum, Conakry	Ibrahima BAH, Directeur Général	669 69 00 47	

Official Use Only

Distribution Générale & Service Sarl (DGS)	Immeuble Amacif Almamya Commune de Kaloum,à côté de l'Hôte M'lys Conakry, BP:2683	Thierno Tahirou BARRY, Gérant	664417223 664 496 199 622 496 199	www.dgsguinee.com barry.thierno@dgsguinee.com
Ets SMART STORE	Quartier Madina Dispensaire, commune de Matam			
TELECOM AND SOFTWARE SOLUTION	Quartier Dixinn, Rue DI266, Commune de Dixinn, Conakry	Mamadou CAMARA, Directeur Général	622 87 71 36	contact@telsoftlutions,net
ETI SA	BP:5675 Conakry	Mr DIALLO Ousmane	631.35.52.88	eti@eti.net.gn
BIMEG (BUREAU INFORMATIQUE MATERIELS EQUIPEMENTS GUINEE)	Quatier Manquepas, Commune de KALOUM, BP:1625 Conakry	La Directrice	657.26.28.27/ 628.26.28.27	-
SEMIB BUREAUTIQUES	Quartier Almamya, Commune de KALOUM Rue 040 KA, BP:509 Conakry	Le Gérant	631.34.21.35/ 664.21.46.49	-
MIRS	Almamya Commune de Kaloum, Conakry		622 05 1321	
INFOTEC SARL	BP:1745 Conakry	Mme Kadidia DIALLO, Chef de Vente		-
2HK EQUIPEMENT & SERVICES	Quartier Almamya, Commune de Kaloum, Conakry		622 20 07 07	kendahoul@gmail,com
INFINITY BUSINESS SARL	Quartier Sandervalia, Commune de Kaloum, Conakry		628 33 69 39	
ETABLISSEMENTS MOU-NA	Quartier Almamya Commune de Kaloum Conakry	Mme Diallo Fatoumata NAITE	664 45 10 61	etsmou_na@yahoo,fr
GLOBAL ITEC	Cité des chemis de fer, Immeuble Mamou, 4ème étage , BP: 2817 Conakry	Mr Diogo BALDE, Associé Gérant	622.68.84.02/ 657.22.95.00	contact@global-itec.com/ diogo.balde@global-itec.com
BUROTIC CONTACT SERVICE	BP: 4508 Conakry, Immeuble BALDE Zaire	La Direction	631.40.04.59/ 664.43.74.73	koulibalii@yahoo.fr
A&T INGENIERIE Sarl	Quartier Almamya, Commune de Kaloum Conakry	Mamadou Aliou DIALLO	622 19 50 86	atingenierie@gmail.com
I.T.E SYSTEMS	Rue 009 Rodasse 2ème Etage Almamya commune Kaloum	Abdoulaye YATTARA, Directeur		

Official Use Only

L'ALLIANCE TECHNOLOGIE RESEAU et INFORMATIQUE	Quartier Dixinn Centre, Commune de Dixinn, Conakry	Mamadou Baïlo BAH	628 40 95 27	
ZEIN @ SBUSINESS	Quartier Almanya Commune de Kaloum		628 23 57 32	
NOUVELLE TECHNOLOGIE	Quartier Almamya BP: 3659 Commune de Kaloum Conakry	Abdourahamane CONTE	620 34 95 34	abconte@gmail,com
Global Technologie Corporation Guinée	Quartier Coléah Centre, Commune de Matam			
AMA PRINT BUSINESS	Quartier Boulbinet, Commune de Kaloum, Conakry	Ibrahima Kalil SANGARE		
SOGESERDI	Quartier Minière, Commune de Dixinn, Conakry	Mme Fatoumata Binta BAH	669 79 54 73	
Société Business Ingénierie Prestations (BIT)	Quartier Lambanyi, Commune de Ratoma, Conakry	Mamadou Flomo CONDE		
MOBILIER DE BUREAU				
MM ETABLISSEMENT INTERNATIONAL	Almamya Rue Ka-026 Batiment N°329 Commune de KALOUM , BP:2061 Conakry	Mr KABA Bakary, Directeur Général	664.20.17.04	mm_etab@yahoo.fr
LIPCO	BP. : 2199 Conakry, Quartier KOULEWONDY près de la SOGAM	Hassan ABBAS, Resp Département Ventes	631.40.82.15	lipco@sotelgui.net.gn
ETABLISSEMENT KHAYEL EQUIPEMENT	Madina Ecole, Commune de Matam, Conakry	Directeur Général	621 98 27 69	
DIOUNTOU GALERIE	Quartier Hamdallaye, Commune de Dixinn Conakry		622 84 94 29	
KT PRESTATIONS	Carriere Centre Commune de RATOMA	Mr TOURE Sidi Yaya , Gerant	664.21.34.87	ktprestations@yahoo.fr
NOUVELLE GALERIE HAFIA	Quartier Nongo, Commune de Ratoma	Le Gérant	623 56 23 97	
GALERIE GENERAL - BUREAUTIQUES	Carrefour Dar-Es-Salam, Commune de Ratoma	La Direction	628 95 77 29 / 664 49 44 88	
M.P.D et FRERES Sarl Commerce Général & BTP	Quartier Hamdallaye, Commune de Ratoma, Conakry	Le Gérant	622 84 94 29	

Official Use Only

Etablissement TOUNTHOYE TECHNOLOGIE, Divers Prestation	Quartier Kipé Commune de Ratoma, Conakry	Le Gérant	620 41 16 16	
TRAVAUX				
Etablissement Khayel-Equipement	Madina Ecole, Commune de Matam	Moussa DIALLO, Gérant	655 22 59 22	
JR LOGISTIQUES SARL	Quartier Yimbaya, BP: 488 Conakry	Mr BEJANI Emmanuel, le Gérant	664.22.59.96/ 657.55.92.13	jr .logistiques@free.fr
ENACOB (ENTREPRISE AMINATA CONSTRUCTION BATIMENT)	Belle-vue, Commune de DIXINN, BP: 2924 Conakry	Mr Aboubacar Aminata SYLLA, Directeur Général	64.43.26.92/ 60.26.10.99	
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION IBRAHIMA ET FRERES (ECIF)	Almamya , Commune de KALOUM , BP: 510	Mr Ibrahima BAH, Directeur Général	664.53.63.46/ 628.61.74.18	ecifckry@yahoo.fr
Entreprise NORA MULTI-SERVICE	Quartier Minière, Commune de Dixinn, Conakry	Mr Mohamed Toumany KOUROUMA	621.226.309	
Entreprise ECB/TP-SARL	Boulbinet Commune de Kaloum, Conakry	Mr Mohamed Kalla CAMARA	664.314.659	
Entreprise NORD GUINEE	BP : 3450 Boulevard Commerce/ Commune de Kaloum, Conakry		628.580.510	
Entreprise ENACOR-B.T.P	Quartier Sanoyah /Commune de Coyah, Conakry	Mr Valery Kemo DORE	628 61 41 56	
WEST AFRICA TRADING	Boussoura Commune de Matam, Conakry	Mr Moriba DiAKITE	664209097	west.africa.trading.guinea@gmail.com
MATERIELS ROULANT				
SOCIETE GUINEENNE INDUSTRIELLE (SGI)	Quatier Nongo, Commune de Ratoma, BP:4135 Conakry	Mme Louessard Mariame BARRY , Directrice Générale	664.23.09.19	sgiautomobiles@yahoo.fr
GROUPE SCF	Route du Niger,KM 9, Commune de MATAM, BP:710	Mr Diallo Apha Oumar, Service Commercial	664 53 20 51	depauto@groupescf.com/ negoce@groupescf.com
SETA GUINEE	Route du Niger,KM 9, Commune de MATAM, BP:464	Mr Koli, Service Commercial	622.49.49.15	

Official Use Only

GLOBAL MINING SERVICES (GMS)	Garage Ex SATOYA-KIPE à coté de l'école Française	Mr Cissé Sekou, Directeur	664.32.75.95	gmsguinea@yahoo.com
CFAO MOTORS	Quartier Dabondi, Commune de Matoto, BP : 4460, Conakry	Mr Mamadou Lama BANGOURA	628 68 11 11	
SOCIETE NAFA DYAMA (ROYAL MOTO GUINEE)	Centre Commercial Dalaba,Route Niger, BP:3005 Conakry	Mamadou Kakoni BARRY, Chef Service Marketing		royalmoto@yahoo.fr
TANE CORPORATION Sarl	Cité Chemin de Fer, Immeuble Kindia, Commune de Kaloum	Mamadou Diouldé DIALLO, Directeur Général	621 23 23 74	tanecorporation@yahoo,fr
GLOBAL Sarl	Quartier Boussoura, Commune de Matam, Conakry	Thierno Oumar DIALLO		
Etablissements Amadou Bomboya BARRY (Ets ABB)	Quartier Yimbaya Tannerie, Commune de Matoto, Conakry	Monsieur Amadou BARRY, Directeur Général		
CABINET D'ETUDE				
MAYEBA CONSIEL	BP : 4806 Hafia Minière	Dr Mamadou Yéro BALDE, PHD	664 74 81 13 622 00 60 00	mayebatc@gmail.com
WEST Ingénierie SARL	Kaporo, Immeuble BARRY Commune de Ratoma, BP 1655 Conakry	Youssouf DIARRA, Directeur Général	631 405 954	dgwest@westingenierie.com ydiarra@yahoo,fr
GEO MANAGEMENT & PARTENAIRES	Manquépas, Commune de Kaloum, BP: 3072 Conakry		622 547 991 654 191 919	
SUDEC sarl	Hamdallaye, Commune de Ratoma, BP: 5408 Conakry		628 586 222	
Groupement de Cabinet ECIA, A.CREACID & FREE TECH	Almamya, Commune de Kaloum, BP: 6352 Conakry	Pascal GNEKOYAMOU, Directeur	620 274 268 657 635 063	cabinet2a@yahoo.fr
CABINET D'ARCHITECTURE ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE (CAAT)	Teminetaye, Commune de Kaloum, Conakry		628 613 210	
ORDRE NATIONAL DES ARCHITECTES DE GUINEE	Caméroun, Commune de Dixinn, BP 542	Arch. Fatoumata BARRY	622 60 46 47 621 04 26 59	contact@onagguinee.org

Official Use Only

SOCIETE DINA SARL	Lansebounyi, Commune de Matam	Sékouba CAMARA, Directeur Général	664 295 584 656 999 902 656 999 904 622 793 636	-
CABINET D'ETUDE DE RECHERCHES ET DE CONSEILS (CERCO)	Mafanco, en Face de l'Imprimerie, Route de Niger, Commune de Matam; BP 53	Dr. Alphonse Vohou SAKOVOGUI	621 25 11 15 628 993 899	cabinetcerco@gmail.com vsakou2013@gmail.com
ONGs				
VISION SANS FRONTIERE (VSF)	Commune de Ratoma, Conakry,		622 60 77 91 ;	
HEALTH FOCUS	Quartier Landréah, Commune de Dixinn, Conakry	Mme Bailaou DIALLO	622 93 13 89	nouma86@yahoo.fr
JEUNESSE SECOURS (JS)	Quartier Kondébounyi, Commune de Matoto, Conakry		628 54 65 19.	
HEALTH INITIATIVE TO IMPROVE PERFORMANCE (HIIP)	Kigali, Rwanda	Mr Michel N. MATUNGWA	00 250 788 504 856	mat_mic2001@yahoo.fr
Association pour le Promotion des Initiatives Communautaires de Guinée (APIC - GUINEE),	BP : 06 Faranah	Mr Mamadi Bintou OULARE	629 05 44 98	apicfaranah@gmail.com
Union Guinéenne des Volontaires du Développement (UGVD)	Quartier Tata II, BP : 67, Labé	Mr Abourahamane SOW	628 30 66 26	rahamanesaro@yahoo.fr

Official Use Only

PROCUREMENT PLAN **Guinea : Guinea Enhancing Health System Transformation (GUEST) Project**

General Information

Country: Guinea
Bank's Approval Date of the Original Procurement Pla 2026-02-13
Revised Plan Date(s): (comma delineated, leave blank 2026-10-05
Project ID: P506072
GPN Date: 2025-11-20
Project Name: Guinea Enhancing Health System Transformation (GUEST) Project
Loan / Credit No: IDA / 76350
Executing Agency(i Guinea Enhancing Health System Transformation (GUEST)

WORKS

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Procurement Process	Prequalification (Y/N)	High SEA/SH Risk	Procurement Document Type	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Draft Pre-qualification Documents		Prequalification Evaluation Report		Draft Bidding Document / Justification		Specific Procurement Notice / Invitation		Bidding Documents as Issued		Proposal Submission / Opening / Minutes		Bid Evaluation Report and Recommendation for Award		Signed Contract		Contract Completion
													Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned
GN-PT2S-527166-CW-RFB / Installations de points d'eau (puits et forage) pour les régions de Kindia, Labé, Faranah et Kankan	IDA / 76350		A posteriori	Appel d'offres	Open - National	Single Stage - One Envelope	N		Document national de passation des marchés - Procedures à une enveloppe (DTPM ne provenant pas de la	2,000,000.00	0.00	En attente d'exécution					2026-06-26		2026-07-01				2026-08-12		2026-09-26		2026-12-15		2027-06-13

GOODS

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Procurement Process	Prequalification (Y/N)	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Draft Pre-qualification Documents		Prequalification Evaluation Report		Draft Bidding Document / Justification		Specific Procurement Notice / Invitation		Bidding Documents as Issued		Proposal Submission / Opening / Minutes		Bid Evaluation Report and Recommendation for Award		Signed Contract		Contract Completion	
											Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual
GN-PT2S-526897-GO-RFB / Acquisition des équipements de gestion des déchets biomédicaux (10 Incinérateurs et broyeur de verre) en faveur des régions de Boké, Mamou, Labé, Faranah et N'Zérékoré.	IDA / 76350		A posteriori	Appel d'offres	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	498,000.00	0.00	En cours d'exécution					2026-07-20	2026-04-03	2026-07-25	2026-04-08			2026-09-05		2026-10-05		2027-01-03		2027-07-02	
GN-PT2S-526904-GO-RFQ / Acquisition du petit matériel de gestion des déchets biomédicaux (Brouettes, bottes, imperméables, stylos, sac à dos, etc).	IDA / 76350		A posteriori	Demande de prix	Limited - National	Single Stage - One Envelope	N	300,000.00	0.00	En attente d'exécution							2026-07-05								2026-11-02		2027-01-31	
GN-PT2S-526917-GO-DIR / Fourniture des suppléments micronutriments en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU, HP) avec UNICEF	IDA / 76350		A priori	Passation de marché de gré à gré	Direct - International		N	2,500,000.00	0.00	Annulé					2026-07-20	2026-06-22	2026-07-25								2026-09-28		2027-03-27	
GN-PT2S-526930-GO-RFQ / Acquisition des kits de surveillance/travail pour les ASC et RECO (registres, imperméables, sacs à dos, stylo, bottes, mégaphones, lampe torche, tee-short, balances...)	IDA / 76350		A posteriori	Demande de prix	Limited - National	Single Stage - One Envelope	N	498,000.00	0.00	En attente d'exécution							2026-06-24								2026-10-31		2027-01-29	
GN-PT2S-526932-GO-RFQ / Acquisition des kits d'hygiène pour les femmes enceintes et allaitantes vues en , CPN, CPoN et victimes de Violences)	IDA / 76350		A posteriori	Demande de prix	Limited - National	Single Stage - One Envelope	N	495,000.00	0.00	En attente d'exécution							2026-06-30								2026-11-07		2027-02-05	
GN-PT2S-526927-GO-RFB / Fourniture et installation de panneaux solaires pour le niveau (Communautaire, préfectoral et régional) pour les régions de Kindia, Labé, Faranah et Kankan	IDA / 76350		A priori	Appel d'offres	Open - International	Single Stage - Two Envelope	N	2,500,000.00	0.00	En attente d'exécution					2026-07-20		2026-07-25				2026-09-05		2026-12-04		2027-03-04		2027-08-31	
GN-PT2S-552234-GO-DIR / Contractualisation avec UNICEF pour l'acquisition des équipements médicaux, mobilier médical et instrumentation en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS , CSR, CSU)	IDA / 76350		A priori	Passation de marché de gré à gré	Direct - International		N	3,500,000.00	0.00	Annulé					2026-07-29		2026-08-03								2026-08-21		2027-08-21	
GN-PT2S-552242-GO-RFQ / Acquisition des équipements informatiques et de reprographie en faveur de : Gestionnaires de données des sept régions, UTRs, Directions de mise en œuvre du projet et Unité de Gestion des Projets.	IDA / 76350		A posteriori	Demande de prix	Limited - National	Single Stage - One Envelope	N	195,000.00	0.00	En attente d'exécution							2026-08-05								2026-09-19		2026-12-18	
GN-PT2S-570324-GO-DIR / Contractualisation avec l'UNICEF pour l'acquisition des suppléments micronutriments, équipements médicaux, mobilier médical et instrumentations en faveur des structures sanitaires (Postes de Santé, Centres de Santé et Hôpitaux)	IDA / 76350		A priori	Passation de marché de gré à gré	Direct - International		N	6,500,000.00	0.00	En cours d'examen					2026-10-30		2026-11-06								2027-03-04		2028-09-21	

NON CONSULTING SERVICES

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Procurement Process	Prequalification (Y/N)	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Draft Pre-qualification Documents		Prequalification Evaluation Report		Draft Bidding Document / Justification		Specific Procurement Notice / Invitation		Bidding Documents as Issued		Proposal Submission / Opening / Minutes		Bid Evaluation Report and Recommendation for Award		Signed Contract		Contract Completion	
											Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual
GN-PT2S-526935-GO-RFQ / Prestataire de Service pour la confection et l'impression des outils de gestion en faveur des structures sanitaires de la zone du Projet (PS, CS, CSU) des Régions de Labé, Faranah, Kindia et Kankan.	IDA / 76350		A posteriori	Demande de prix	Limited - National	Single Stage - One Envelope	N	498,000.00	0.00	En attente d'exécution							2026-06-29								2026-11-06		2027-02-04	
GN-PT2S-526936-NC-RFQ / Prestataire de service pour l'édition et l'impression des outils de gestion financière pour les structures sanitaires déconcentrées.	IDA / 76350		A posteriori	Demande de prix	Limited - National	Single Stage - One Envelope	N	75,000.00	0.00	Signé							2026-06-29	2026-03-17							2026-10-22	2026-07-28	2026-12-21	

GN-PT2S-526938-NC-RFQ / Prestataire de service pour l'entretien et la réparation du matériel roulant (véhicules) à cquis dans cadre des Projets au sein de l'UGP	IDA / 76350		A posteriori	Demande de prix	Limited - National	Single Stage - One Envelope	N	85,000.00	0.00	En cours d'exécution							2026-05-16	2026-06-04							2026-07-21		2027-07-21	
GN-PT2S-526940-NC-RFQ / Prestataire de service pour l'acquisition de pneumatique par marché à commande des véhicules des Projets au sein de l'UGP).	IDA / 76350		A posteriori	Demande de prix	Limited - National	Single Stage - One Envelope	N	95,000.00	0.00	En cours d'exécution							2026-06-28	2026-05-11							2026-09-12		2027-09-12	

CONSULTING FIRMS

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Contract Type	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Terms of Reference		Expression of Interest Notice		Short List and Draft Request for Proposals		Request for Proposals as Issued		Opening of Technical Proposals / Minutes		Evaluation of Technical Proposal		Combined Evaluation Report and Draft Negotiated Contract		Signed Contract		Contract Completion	
										Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual
GN-PT2S-526946-CS-LCS / Recrutement d'un Cabinet d'audit externe des comptes du Projet de Transformation du Système de Santé en Guinée (PT2S)	IDA / 76350		A posteriori	Sélection au moindre coût	Open - National		30,000.00	0.00	En cours d'exécution	2026-05-26	2026-03-04	2026-06-16	2026-05-18	2026-08-15				2026-09-12		2026-10-12		2026-12-11		2027-01-16		2030-01-15	
GN-PT2S-552223-CS-CQS / Sélection de 4 ONG (Agence de Contractualisation et de Vérification - ACV) pour la vérification de l'opération financement basé sur les résultats dans les régions de Kindia, Labé, Faranah et Kankan.	IDA / 76350		A priori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - International		1,200,000.00	0.00	En cours d'examen	2026-07-28	2026-06-23	2026-08-18	2026-06-26	2026-10-01				2026-10-29		2026-11-28		2027-01-02		2027-02-06		2028-02-06	

INDIVIDUAL CONSULTANTS

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Contract Type	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Terms of Reference		Invitation to Identified/Selected Consultant		Draft Negotiated Contract		Signed Contract		Contract Completion	
										Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual
GN-PT2S-526941-CS-INDV / Poste Personnel clé - Recrutement d'un Spécialiste en Passation des Marchés pour le Projet de Transformation du Système de Santé en Guinée.	IDA / 76350		A priori	Individuel	Open - National		30,000.00	0.00	En cours d'examen	2026-04-15	2026-05-06	2026-06-08		2026-06-29		2026-08-09		2027-08-09	
GN-PT2S-526942-CS-INDV / Personnel clé - Recrutement d'un Spécialiste en Santé Humaine pour le Projet de Transformation du Système de Santé en Guinée (PT2S)	IDA / 76350		A priori	Individuel	Open - National		30,000.00	0.00	En cours d'exécution	2026-04-15		2026-05-30		2026-06-20		2026-07-31		2027-07-31	
GN-PT2S-527137-CS-INDV / Recrutement d'un Assistant Technique pour appuyer le Service de Modernisation des Systèmes d'Information (SMSI) du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.	IDA / 76350		A posteriori	Individuel	Open - National		40,000.00	0.00	En cours d'exécution	2026-05-29	2026-04-08	2026-07-17		2026-08-07		2026-09-17		2027-01-25	
GN-PT2S-558130-CS-CDS / Recrutement d'une Agence de Vérification Externe Indépendante (AVEI) dans le cadre du Financement Basé sur les Résultats (FBR) pour une année de prestation.	IDA / 76350		A posteriori	Sélection de consultants par entente directe	Direct - National		195,000.00	0.00	En cours d'exécution	2026-07-27	2026-06-23	2026-08-06				2026-10-10		2027-10-10	
GN-PT2S-558134-CS-CDS / Recrutement d'un Consultant National pour faire évoluer le portail FBR existant en prenant en compte les reformes contenues dans le Manuel révisé FBR du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	IDA / 76350		A posteriori	Sélection de consultants par entente directe	Direct - National		85,000.00	0.00	En cours d'exécution	2026-07-27	2026-06-30	2026-08-06				2026-10-10		2029-10-09	
GN-PT2S-574144-CS-CDS / Recrutement d'une Agence de Vérification Externe Indépendante (AVEI) dans le cadre du Financement Basé sur les Résultats (FBR) pour une année de prestation	IDA / 76350		A posteriori	Sélection de consultants par entente directe	Direct - National		495,000.00	0.00	En attente d'exécution	2026-10-30		2026-11-16				2027-01-19		2028-08-04	